

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	Page
Editorial	
Lénine sur le chemin de la révolution	6
Les staliniens et la religion	36
Le communisme et les partis algériens	43
Notes d'actualité	53
Paix sociale en Belgique	
Les prolétaires noirs à l'avant-garde	
Syndicalisme de classe ou syndicalisme servile	
Note de lecture	61
Les philanthropes bourgeois et la social-démocratie révolutionnaire	

D'où vient l'échec à la détente ?

La magnifique flambée japonaise contre la visite d'Eisenhower, le pacte nippo-américain et le gouvernement asservi de Kishi n'a pas manqué de réveiller les craintes mortelles qui en mai avaient assailli le petit-bourgeois, pacifiste jusqu'à la moelle, lors du spectaculaire éclatement du Sommet. Si la guerre froide allait reprendre ? Si la Russie n'avait pas renoncé à exciter les peuples contre l'impérialisme américain ? Si maintenant elle allait se remettre à susciter des troubles dans le monde ? Le fait est que, si l'échec du Sommet ne signifiait rien, les événements du Japon, eux, ne s'inscrivent pas précisément dans la perspective imbécile de paix et d'harmonie éternelles qu'on nous propose. Seulement, la Russie de la Détente n'y a aucune responsabilité, ou pour mieux dire, aucun mérite. Les foules japonaises n'ont pas été mises en mouvement par des agents russes, pas plus que celles de Hongrie en 1956 par des agents américains. Elles ont tout simplement donné la réponse de la réalité aux mensonges d'évolution sans heurts ni violences qui ne sauveront certes pas la paix, mais qui servent la conservation sociale, et jusqu'à l'actuel équilibre entre les grands impérialismes aux dépens des nations assujetties.

Nous, marxistes « catastrophiques », nous disons que ni les grandes et petites nations avancées réduites à la servitude par la seconde guerre impérialiste, ni les pays arriérés et semi-coloniaux non encore libérés, ni, enfin, à plus longue échéance peut-être, les classes travailleuses opprimées du monde ne sauraient être immobilisées à jamais. Sans parler même de l'évolution ultérieure des grandes puissances impérialistes qui font aujourd'hui montre d'un si grand pacifisme, cela suffirait déjà pour affirmer que la perspective reste celle de Lénine : « guerres et révolutions », et non celle du dernier de ses détracteurs, l'infime Monsieur K.

C'est précisément parce que cette perspective marxiste est vraie, parce que l'histoire ne pouvait se figer sur le simple désir de l'ultime liquidateur de la révolution prolétarienne d'octobre 1917 qu'aux appels universels à la détente ont répondu, du Japon, troubles, désordre et scandale. Les événements nippons ne sont pas des événements de classe. Même nous qui guettons dans

le monde entier la moindre lueur de reprise prolétarienne et révolutionnaire, nous n'aurons pas l'ingénuité d'annoncer qu'elle a pointé enfin dans l'Extrême-Orient, sur la seule foi d'une presse relatant que les émeutiers de l'archipel martyr chantaient non pas des rythmes patriotiques, mais la grande Internationale reniée par les russes, et qui s'est tue partout. Mais ces événements, mûris pendant quinze ans dans un silence qui surprenait et qui vient d'être rompu, confirme à merveille le « marxisme catastrophique » contre lequel, depuis l'incident de Paris, la presse quotidienne et « théorique » de Russie se déchaîne. Ils prouvent que l'équilibre qui convenait si bien au gouvernement soviétique (ses arrières assurés en Chine — le Japon neutralisé par les U.S.A., pour ne rien dire de l'Inde troisième force) et auquel celui d'Amérique s'était résigné, soulève contre lui toutes les classes de la société japonaise, parce qu'à des titres divers, il les écrase. Selon les vicissitudes de la lutte des classes dans ce pays (dont personne ne peut aujourd'hui préjuger) ils annoncent donc, pour un avenir plus ou moins lointain, soit une nouvelle poussée expansionniste de la classe dominante, soit — et c'est là que l'obstacle constitué par l'Etat chinois moderne et indépendant apparaîtrait véritablement « révolutionnaire » — par une formidable crise sociale intérieure, qui pourrait faire de ce secteur du monde le « chaînon faible » de la chaîne bourgeoise et impérialiste. De toutes façons, combien le commentaire de Monsieur K aux premiers soubresauts prometteurs d'un si profond bouleversement apparaît réticent, borné et pour tout dire conservateur, surtout si l'on songe qu'il eût été prononcé (devant le parti roumain) avant la démission de Kishi : « En luttant contre l'installation de bases étrangères sur son territoire, le peuple japonais lutte pour la détente et la liquidation de la guerre froide. Nous lui souhaitons d'obtenir la suspension des traités et des accords inégaux qui lui ont été imposés. Nous exprimons le vœu que le gouvernement japonais tienne compte des intérêts vitaux de son peuple, et non pas des intérêts des Etats impérialistes étrangers ».

Non, le « peuple japonais » ne lutte pas pour la liquidation de la « guerre froide » à l'écart de laquelle même Staline l'a laissé ! Il lutte pour la liquidation de l'ordre établi par la guerre tout court, la seconde guerre impérialiste où vous étiez déjà l'allié et le complice de l'impérialisme de la bombe atomique. C'est tout autre chose, car cela conduit rien moins qu'à la détente. Ce qui explique un fait : en 1956, les insurgés hongrois furent traités de « contre-révolutionnaires » et « d'agents de l'impérialisme américain », et finalement écrasés par des chars porteurs de l'étoile soviétique, sans que le prétendu « camp opposé » ait d'ailleurs rien tenté pour les défendre. Mais aujourd'hui, quoique dressés contre ce même camp, les grévistes et les émeutiers japonais ne provoquent, de la part de la Russie, que les réactions les plus tièdes : « Kishi, tiens compte des intérêts vitaux de ton peuple », prolétaires et bourgeois tous ensemble, naturellement ! Si l'ex-ministre des munitions dans le cabinet impérial de Pearl Harbour avait pu satisfaire au « vœu » de Monsieur K, il aurait évité une démission, qui en d'autres temps l'aurait contraint à se faire hara-kiri !

Non, l'échec à la détente ne vient pas de l'U.R.S.S. krouchtchevienne, n'en déplaise à un anti-soviétisme fossile. Mais dans l'impuissance actuelle

du prolétariat européen, jusque là détenteur des plus grandes traditions révolutionnaires, d'où qu'il vienne, il est le bienvenu. Car seul il peut ébranler le contrôle qui voudrait arrêter l'histoire à l'infâme époque capitaliste en immobilisant le monde sous la coupe des deux grands vainqueurs de la seconde guerre impérialiste.

La peur légitime suscitée par la menace de la révolution dans toutes les classes attachées à la domination du Capital sur le Travail et à la domination blanche sur les peuples de couleur est tenace, de même que, chez les ouvriers, l'espoir et la confiance. Pourtant, en quarante ans la politique extérieure soviétique a descendu absolument toutes les marches qui devaient la conduire au conservatisme actuel, en même temps que le régime économique et social intérieur prenait des caractéristiques de classe plus nettement bourgeoises et capitalistes. Un tel cours ne pouvait être renversé sur une simple « goujaterie diplomatique » de Monsieur K que les bourgeois ont hautement déplorée, sans que cela justifie le moins du monde les ouvriers qui y ont vu une vigueur prolétarienne et socialiste que par ailleurs tout dément. La politique du communisme renégat reste donc à la détente. Depuis l'accident de Paris, la presse soviétique a dirigé davantage de coups contre les « extrémistes qui prétendent que la propagande pour l'arrêt de la course aux armements, la paix et l'amitié entre les peuples constitue un écart des positions marxistes léninistes » que contre les lanceurs d'U2. Elle a donné la mesure de l'importance réelle du geste à effet de mai en dénonçant « ceux qui considèrent la plus petite aggravation de la situation mondiale comme une preuve du bien-fondé de leurs convictions sectaires ». Monsieur K a bien envisagé de rencontrer au sommet toute une série de successeurs de Monsieur Eisenhower, mais il a invité une nouvelle fois les communistes d'aujourd'hui et de demain à « ne pas prendre à la lettre les écrits de Lénine sur l'inévitabilité des guerres », qui correspondaient à des « conditions historiques tout à fait différentes ». Enfin la Fédération syndicale mondiale, réunie en 11^{me} session à Pékin a unanimement rejeté les positions des chinois, qui continuaient à répéter ingénument « qu'on ne doit pas parler de désarmement aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, sous peine de démoraliser les masses populaires ; que c'est une illusion de songer à consacrer aux pays sous-développés les fonds qui sont actuellement destinés aux armements et que les syndicats ne doivent pas tromper les travailleurs sur la possibilité d'améliorer leur sort aussi longtemps qu'on reste dans le cadre de l'impérialisme ».

Si la résistance chinoise, dont les bases matérielles sont claires, pouvait contribuer à freiner la liquidation de toute vision marxiste, nous nous en réjouissons. Le camp dont elle vient n'est cependant pas celui du prolétariat socialiste, et elle ne doit pas faire illusion : une telle position était encore admise dans la phase stalinienne ; or, la phase stalinienne a été un échelon capital dans la dégringolade au conservatisme actuel. La succession historique a été la suivante en prenant les noms pour de simples symboles : la Russie de Lénine proclame que pour commencer la transformation socialiste intérieure, il faut que le prolétariat des pays avancés abatte la domination bourgeoise ; le parti communiste soviétique fonde et dirige l'Internationale révolutionnaire. La Russie de Staline prétend se passer de la révolution

mondiale et réaliser par ses seules forces le socialisme ; elle édifie le capitalisme sous initiative ou contrôle de l'Etat totalitaire hérité de la révolution ; elle désarme idéologiquement l'Internationale, la désorganise et finalement la liquide. Mais en 1939, elle laisse subsister l'espoir qu'aux coups du Capitalisme, elle répondrait en tant que puissance, par des coups doubles. Le prolétariat européen participe à la guerre impérialiste avec la perspective d'une extension du socialisme par voie « napoléonienne » : l'avance et les conquêtes de l'Armée rouge, au lieu de la lutte révolutionnaire intérieure pour le pouvoir. La Gauche nie à la fois que la voie napoléonienne soit applicable à une révolution socialiste, que la Russie soit socialiste et que... Staline soit Napoléon. La période de 1945 à la mort de Staline lui donne entièrement raison. La Russie stalinienne d'après-guerre lance la consigne renégate d'un mouvement national de toutes les classes pour la défense des nations opprimées par l'impérialisme américain. Au cours de la guerre de 1914, Lénine avait admis la possibilité de tels mouvements au cas où le prolétariat resterait impuissant pour encore vingt ans à lutter pour le socialisme et il considérait cela comme un recul historique de plusieurs décades en arrière. Mais Lénine envisageait des mouvements réels, c'est-à-dire violents, et parlait même de « guerres nationales ». L'application de la directive renégate de Staline ne dépassa jamais au contraire le niveau d'une caricature parlementaire en Occident, et d'une caricature insurrectionnelle en Europe orientale. La seule véritable révolution qui se produisit dans cette phase est celle de la Chine qu'une légende tenace, mais dont l'histoire aura peut-être raison sous peu, attribue largement à l'intervention russe. C'est cette caricature impuissante de mouvements national-populaires ressuscités du siècle dernier avec la justification d'un assujettissement du monde à l'impérialisme auquel la Russie a amplement contribué dans les accords de Yalta et de Potsdam qu'on a appelé « guerre froide ». Déjà du temps de Staline, la coexistence pacifique des deux « systèmes opposés » qui se seraient affrontés dans la « guerre froide » succède à celle-ci. La Russie krouchtchevienne va passer progressivement de la coexistence pacifique à la détente, qui en est une version aggravée et qui prélude à l'aveu qu'il n'y a plus d'« opposition de systèmes ». Les seuls mouvements réels, insurrectionnels ou violents, correspondant au schéma stalinien se sont produits dans cette phase : en Hongrie, contre les successeurs et élèves de Staline ; et aujourd'hui au Japon contre un « ennemi » déjà réhabilité par la détente.

Que reste-t-il de la prétention de la Russie, qui par ailleurs retourne à un rythme accéléré aux formes classiques du capitalisme, ne disons même pas à diriger le mouvement prolétarien et socialiste international, mais même seulement à être la championne de tous les mouvements anti-impérialistes ? Hier, pas un seul parti communiste d'Europe, et à plus forte raison d'Américain, n'a lancé même un centième des forces représentées par les émeutiers japonais contre un gouvernement bourgeois et impérialiste. Bien pis, même le parti communiste d'Algérie, où le mouvement national révolutionnaire pouvait être considéré non comme « un recul de plusieurs décades », mais comme un chaînon nécessaire vers la révolution socialiste, ne l'a pas fait. Aujourd'hui, le mouvement anti-impérialiste japonais provoque seulement réticences et embarras. Demain ?

Si demain la seconde grande nation réduite à la sujétion par le partage impérialiste du monde, l'Allemagne, devait à son tour réclamer par un mouvement violent l'unité que ni les U.S.A. ni la Russie krouchtchevienne ne veulent lui accorder, on verrait se dresser contre ce mouvement la Sainte-Alliance des impérialismes vainqueurs. Quelle serait alors la directive véritablement prolétarienne et socialiste ? Non pas le maintien du statu quo infâme qu'on veut éterniser dans la détente, mais la constitution du prolétariat en classe indépendante pour empêcher la lutte nationale de se transformer en troisième guerre impérialiste. Cette transformation n'est pas fatale, disait-il. Non. Mais dans quelles circonstances ? Dans le cas où la classe ouvrière reprendrait le chemin de la lutte pour instaurer sa propre dictature de classe et pour fonder enfin le socialisme.

Pour faire échec à la détente, c'est-à-dire au condominium russo-américain d'oppression et de spoliation du monde, il y a, dès aujourd'hui, les remous sociaux et politiques irrésistibles provoqués par la dernière guerre impérialiste elle-même, et qui ne sont pas finis. Le vœu du marxisme révolutionnaire est que demain se dresse à nouveau de toute sa hauteur contre lui le prolétariat socialiste et internationaliste. Ce serait la voie la plus brève et la moins douloureuse vers l'émancipation finale. Perspective sans espoir ? Au contraire, après le grand aveu d'être un « système identique » au capitalisme que la Russie krouchtchevienne prépare dans la détente, elle pourra devenir riche d'espérances.

LÉNINE SUR LE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION

« Il y a 90 ANS NAISSAIT LÉNINE »... Pourquoi le parti communiste français a-t-il jugé bon de signaler par voie d'affiche cet anniversaire aux foules très conformistes de la V^e République bourgeoise et gaulliste ? Voulait-il par hasard suggérer que Lénine appartenait à une génération non encore complètement disparue et raviver ainsi de grands souvenirs révolutionnaires devenus trop lointains pour les nouvelles levées ? Non. Le temps n'est plus où la célébration en apparence formelle de certaines dates servait à maintenir vivante d'une génération à l'autre l'immense expérience de lutte de toute une classe. Il y a trop longtemps que ce parti a rompu avec toutes les traditions du mouvement prolétarien international, falsifiant le sens des grands événements historiques, jetant l'oubli ou la boue sur certains des meilleurs lutteurs de la classe ouvrière et transformant les autres en « icônes inoffensives ».

La commémoration du 90^e anniversaire de Lénine est bien rentrée dans l'orientation amorcée il y a quatre ans au XX^e Congrès du parti communiste russe : sous prétexte de retour à Lénine par dessus les « déviations » de Staline, elle consiste à infliger à la grande figure des outrages nouveaux et aggravés dans une défiguration posthume déjà longue. Au cours des trente-six années qui nous séparent de la date de sa mort, les renégats du communisme toujours parés de l'étiquette léniniste nous avaient déjà servi un Lénine opportuniste dans la tactique de parti, un Lénine socialiste-national et enfin un Lénine patriote grand-russe. Aujourd'hui, on a besoin de présenter le fondateur de la III^e Internationale qui, en 1919, déclarait la guerre sociale au Capital jusqu'à triomphe définitif de la République prolétarienne universelle comme l'inspirateur direct du truculent équilibriste de la Détente. C'est pourquoi couronnant une œuvre d'infamie, on veut faire de Lénine le père de la coexistence pacifique.

Si la lutte de classe était pure lutte d'idées, rien ne serait plus facile que d'enterrer les falsificateurs sous les preuves de leur mensonge. Il suffirait de citer (et nous n'y manquerons pas) tous les écrits, les discours et surtout les actes de Lénine qui prouvent à l'évidence, que dans sa conception marxiste, il ne peut y avoir entre Bourgeoisie et Proletariat, entre Capitalisme et Socialisme, que lutte à mort, et non pas harmonieuse coexistence. Mais la lutte de classe est une lutte matérielle, qui se mène avec les moyens matériels, humains et autres du parti, de l'Internationale et du pouvoir révolutionnaire. Le prolétariat possédait tout cela il y a une quarantaine d'années, mais il en a été dépossédé. Entre les forteresses édifiées par la contre-révolution — le pouvoir pseudo-soviétique, les partis pseudo-communistes — et le petit courant du marxisme « traditionnel » qui ne s'est laissé ni détourner, ni disperser, la lutte est momentanément plus qu'inégale. C'est pourquoi le mensonge triomphe.

Ce triomphe est triomphe de classe, victoire des forces sociales et politiques opposées à l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Il ne date pas d'aujourd'hui, mais il ne s'est pas non plus préparé sans que les forces

prolétariennes tentent tout pour l'empêcher. La polémique autour de la figure de Lénine que la dernière falsification fait rebondir dans un cercle combien trop restreint a commencé il y a plus de trente-cinq ans, non comme un combat académique entre la Vérité et l'Erreur, mais comme une lutte de parti pour la sauvegarde du programme et de la pratique révolutionnaire du parti prolétarien international. Que dans cette phase, elle ait subi une défaite n'empêche pas qu'elle continue ; que les militants de cette génération soient pour la plupart passés à l'ennemi n'empêche pas que de nouvelles générations approchent qui se dresseront au contraire contre lui ; enfin que le parti contingent de cette époque soit devenu la plus répugnante organisation de contre-révolutionnaires professionnels de l'histoire n'empêche pas que la forme parti s'impose et s'imposera toujours si le capitalisme doit être détruit. Donc, si la polémique autour de Lénine rebondit, ça ne peut être que comme continuation de cette lutte de la vieille gauche marxiste des années 20. Cette vérité nous suffit contre les « immédiatistes » qui ricanent sur les rééditions de documents « d'avant le déluge ».

« Il y a quatre-vingt-dix ans naissait Lénine ». Il est mort en 1924, et déjà les signes de la terrible régression politique dont les mensonges actuels ne sont que l'aboutissant faisaient leur apparition. Le discours que nous rééditons ici fut prononcé la même année, non pour retracer académiquement son œuvre au moment où il disparaissait, mais pour lancer l'alarme sur le danger d'infection opportuniste de cette Internationale qu'il avait tant contribué à reconstituer. La suite des événements n'a que trop démontré que le danger n'était pas imaginaire, puisque la défiguration de l'enseignement de Lénine qui a abouti à ruiner son œuvre pour des décades, s'est faite exactement par les voies prévues dans le discours. C'est pourquoi cet écrit a pour nous valeur de classique et, à condition de ne pas prendre l'expression dans son sens journalistique vulgaire, reste d'une brûlante actualité.

Avant de terminer, précisons à l'intention de ceux qui n'auraient pas suivi nos publications depuis le début que l'écrit ci-dessous est dû à la gauche marxiste qui, en 1921, fonda le parti communiste d'Italie. Aujourd'hui, presque quarante ans plus tard, le même courant non seulement n'a pas disparu, mais il est le seul groupe de l'opposition internationale à ce que l'on a appelé « stalinisme » qui ait survécu, qui continue la lutte et éduque de nouvelles générations de militants dans la véritable doctrine et dans le véritable esprit du communisme. A ceux qui l'ont comprise dans sa substance même, l'œuvre de Lénine donne la force de ne jamais plier.

Le restaurateur de la théorie marxiste.

Nous ne voulons pas refaire ici l'histoire des falsifications que la doctrine admirablement définie par Marx et Engels, et dont le *Manifeste Communiste* reste la synthèse classique, a subies dans les années qui précédèrent la Grande Guerre. Nous ne pouvons pas davantage retracer la lutte de la gauche marxiste contre ces falsifications et ces altérations. A cette lutte, Lénine a donné une contribution de tout premier ordre.

Nous considérerons tout d'abord son œuvre comme restaurateur de la doctrine philosophique du marxisme ou, pour mieux dire, de la conception

générale de la nature et de la société appartenait au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire : celui-ci n'a pas seulement besoin, en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique ; il lui faut prendre position sur un ensemble de questions plus vaste...

A un certain moment de l'histoire complexe du mouvement marxiste apparut une école philosophique qui entendait soumettre à révision le matérialisme dialectique marxiste afin de donner au mouvement ouvrier une base philosophique idéaliste et presque mystique. Cette école prétendait faire admettre aux marxistes que les philosophies néo-idéalistes modernes avaient « dépassé » la philosophie matérialiste et scientifique. Son chef était le russe Bogdanof : Lénine lui répondit d'une façon définitive dans son *Matérialisme et Empirio-criticisme*, paru en russe en 1908. Après un important travail de préparation, il y développait une critique des philosophies idéalistes anciennes et modernes, défendant intégralement le réalisme dialectique de Marx et d'Engels, et démontrant sa brillante supériorité sur les idées abstruses des philosophes officiels. Il prouvait ensuite que les écoles idéalistes modernes ne faisaient que refléter un état d'esprit récent de la bourgeoisie, et leur influence sur la pensée du parti prolétarien, une psychologie d'impuissance et un désarroi provoqués par la réelle situation de défaite de la classe ouvrière après 1905. Enfin, d'une façon qui exclut pour nous tout doute ultérieur, il établissait qu'« il ne peut pas exister de doctrine socialiste et prolétarienne sur des bases spiritualistes, mystiques et morales ».

Lénine eut également à défendre la doctrine marxiste dans le domaine de l'économie et de la critique du capitalisme. Marx n'a pas achevé son œuvre monumentale, *Le Capital*, mais il a laissé au prolétariat une méthode d'étude et d'interprétation des faits économiques qu'il s'agissait d'appliquer aux données nouvelles fournies par le développement capitaliste récent sans en déguiser la portée révolutionnaire. Là, le révisionnisme, et surtout le révisionnisme allemand, avait cherché à tricher, élaborant des doctrines « nouvelles » qui constituaient autant de rectifications en apparence secondaires, mais en réalité essentielles, aux doctrines de Marx. Si nous parlons de tricherie c'est que (et Lénine l'a démontré mieux que personne) le révisionnisme ne se présentait pas seulement comme une prétendue conquête de résultats scientifiques objectifs, mais comme un opportunisme politique : la corruption des chefs prolétariens alla en effet jusqu'à retirer de la circulation des écrits importants de Marx et d'Engels dont ils tentaient soit de fausser, soit de « rectifier » la pensée.

Avec d'autres économistes comme Rosa Luxembourg et le Kautsky de la bonne époque, Lénine continuait au contraire la critique économique du capitalisme faite par Marx. Il soutint dans d'innombrables écrits que la science économique marxiste est parfaitement en mesure d'expliquer des phénomènes modernes comme les monopoles économiques et la lutte impérialiste pour les marchés coloniaux : il n'y avait donc à modifier aucune de ses théories fondamentales sur la nature du capitalisme, et sur l'accumulation de ses profits grâce à l'exploitation des salariés. En 1905, Lénine résume ces résultats dans *L'Impérialisme, stade ultime du capitalisme*, œuvre de vulgarisation qui reste un écrit fondamental de la littérature communiste. Cette attitude théorique est le point de départ de sa lutte politique contre l'oppo-

tunisme et les vieux chefs faillis dans la guerre impérialiste. Nous y reviendrons plus loin.

Dans le domaine plus étroitement russe, Lénine mena une autre lutte théorique, contre les falsificateurs *bourgeois* du marxisme, celle-là. Rejetant le contenu politique et révolutionnaire du marxisme, ils prétendaient en accepter le système et la méthode économique et historique afin de démontrer qu'en Russie le capitalisme devait triompher de la féodalité : leur adhésion dissimulait mal leur projet de réprimer toute avance ultérieure du prolétariat.

Dans son œuvre théorique, qu'il nous soit permis de l'observer, Lénine se présente donc comme *le défenseur de l'indivisibilité de la doctrine marxiste*. S'il repousse toute tentative d'en séparer les parties constituantes, il ne le fait certes pas par dogmatisme fanatique — personne ne mérite moins que lui cette accusation — puisqu'il s'appuie sur l'énorme quantité de faits et d'expériences que lui fournissait sa culture exceptionnelle de chercheur et de militant et que son génie éclairait de façon incomparable. Nous ne devons pas agir autrement que lui à l'égard de ceux qui isolent arbitrairement une partie du marxisme pour en disposer à leur gré, que ce soient (comme il y a quelques décades, non seulement en Russie, mais peut-être aussi en Italie, autre pays de capitalisme arriéré) des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique ; que ce soient des intellectuels attachés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme et prétendant concilier cette philosophie avec les thèses sociales et politiques du communisme ; que ce soient enfin des camarades qui n'affirment leur accord avec la partie « historico-politique » du marxisme que pour mieux en déclarer caduque la partie économique, c'est-à-dire les doctrines qui sont à la base de l'interprétation marxiste du capitalisme. A diverses reprises, Lénine a étudié et critiqué des attitudes analogues et, appliquant brillamment le marxisme, il a montré que leur véritable origine se trouvait en dehors du processus d'émancipation prolétarienne, dans des intérêts qui lui sont opposés. De façon non moins brillante, il a prévu à temps le développement fatal de l'opportunisme vers une reddition plus ou moins directe à la cause ennemie, à quelques exceptions individuelles près. A sa suite, nous devons répondre à tous ceux qui condescendent à accepter nos opinions sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire en établissant des distinctions bizarres et arbitraires qu'ils nous feraient grand plaisir de rejeter tout en bloc. En effet, la plus grande force du marxisme est précisément de constituer une vue d'ensemble, qui est le reflet de tous les problèmes du monde naturel et humain, en même temps que des faits politiques et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

C'est dans la *partie politique* du marxisme, c'est-à-dire dans la théorie de l'Etat, du Parti et du processus révolutionnaire, que l'œuvre de restauration de Lénine est la plus grandiose, ou du moins la plus connue. Encore vaudrait-il mieux parler de partie *programmatische*, car elle inclut tout le processus économique qui commence avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. Dans ce domaine, la réfutation léninienne des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés, qu'ils viennent des opportunistes, des révisionnistes, des petits-bourgeois ou des anarcho-syndicalistes est encore plus passionnante et suggestive. Après Lénine, en politique, les polémiques se brisent dans les mains de tous nos contradicteurs proches ou lointains. Ceux qui les ramassent

démontrent uniquement leur ignorance, c'est-à-dire leur absence de la lutte vivante du prolétariat aspirant à sa libération. Les thèses de Lénine sont autant de fragments de réalité fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vivante. Ce sont ses thèses des premiers Congrès de la nouvelle Internationale ; les discours, les programmes et les proclamations du parti bolchévique sur la voie de la grande victoire ; c'est l'exposé patient et génial de *L'Etat et la Révolution* où Lénine rétablit la véritable signification des écrits classiques, la véritable méthode et la véritable pensée des maîtres du socialisme scientifique, démontrant que du Manifeste aux écrits concernant les révolutions de 1848, de 1852 et de la Commune de Paris Marx et Engels n'ont jamais eu d'autres thèses que celles qu'il défend. Et cette œuvre des maîtres qui accompagne l'avance historique du prolétariat mondial, Lénine la reprend en la rattachant aux luttes révolutionnaires de Russie, de la défaite de 1905 à l'écrasante revanche d'Octobre, douze ans plus tard.

Le problème de la signification de l'Etat, rappelle-t-il, doit être résolu dans le cadre de la doctrine historique de la lutte de classe : l'Etat est l'organisation de la force de la classe dominante née révolutionnaire mais devenue conservatrice. Pas plus qu'aucun autre phénomène, il ne faut considérer l'Etat comme une entité immanente et métaphysique justiciable de la définition et du jugement philosophique du réactionnaire ou de l'anarchiste. Aujourd'hui, nous avons l'Etat bourgeois qui représente la puissance du capitalisme, comme plus tard nous aurons l'Etat ouvrier, et enfin la disparition de tout Etat politique. Comme notre analyse scientifique nous permet de le montrer, toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente dont elle constitue la négation. Qu'est-ce qui sépare ces différentes phases ? Entre l'Etat de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement un point culminant de la lutte révolutionnaire vers laquelle la classe ouvrière est guidée par le parti communiste qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire ; la première tâche de celui-ci est de détruire le vieil appareil d'Etat jusqu'au dernier reste et d'organiser par les moyens les plus énergiques la répression de toute tentative de restauration.

Aux anarchistes, le marxisme répond que le prolétariat ne peut pas immédiatement supprimer toute forme de pouvoir, qu'il doit au contraire assurer « son » pouvoir. Aux sociaux-démocrates, que le moyen d'arriver au pouvoir n'est pas la voie pacifique de la démocratie bourgeoise, mais la guerre de classe, et elle seule. Lénine est notre maître à tous par sa longue lutte pour défendre cette position tant falsifiée du marxisme. Chez lui, la critique de la démocratie bourgeoise, la réfutation du mensonge légalitaire et parlementaire, la dérision du suffrage universel ou autres panacées semblables comme armes du prolétariat et de ses partis, tout cela retrouve la vigueur sarcastique et corrosive que la polémique de Marx et d'Engels nous a enseignée.

Puisant de façon magistrale aux sources de la doctrine, Lénine résout tous les problèmes du régime prolétarien et du programme de la Révolution. « Il ne suffit pas de prendre possession de l'appareil d'Etat », disaient Marx et Engels, commentant le *Manifeste Communiste*, à de nombreuses années de distance, après la Commune de Paris. Par un faux théorique qui restera

classique, les opportunistes en concluaient que l'on devait préparer légalement le pouvoir ouvrier à mesure que l'économie capitaliste évoluerait tranquillement vers le socialisme. Lénine vient démontrer tout le contraire : il faut « non seulement » s'emparer du vieil appareil d'Etat, mais le mettre en pièces et lui substituer la Dictature prolétarienne. Pas plus qu'elle ne s'instaure par les voies démocratiques cette dictature ne se fonde sur les « principes » de la démocratie que le philistin se figure immortels. Elle exclut au contraire les membres de la bourgeoisie vaincue de la nouvelle liberté, de la nouvelle égalité et, comme Lénine lui-même se plaisait à le dire, en donnant au mot un sens plus étymologique qu'historique, de la nouvelle « démocratie » prolétarienne. Dans des propositions d'une évidence limpide et d'une cohérence théorique magnifique, Lénine a montré que c'était là le seul fondement réaliste de la liberté de vivre et de gouverner pour la classe ouvrière. Dénoncera qui veut la suppression de la liberté d'association et de presse pour les agents inconscients ou stipendiés de la restauration anti-prolétarienne : après Lénine, il sera nécessairement écrasé dans la polémique ; dans la pratique, il y aura toujours, espérons-le, assez de plomb révolutionnaire pour remédier à son peu de sensibilité aux arguments théoriques.

En ce qui concerne maintenant les tâches économiques du nouveau régime, Lénine explique à la fois, (non seulement pour la Russie, mais en ligne générale), le caractère nécessairement graduel des transformations, et la véritable nature de leur opposition avec l'économie bourgeoise privée dans le domaine de la production, de la distribution et de toutes les activités collectives.

Là aussi le lien avec les sources les plus authentiques de la doctrine marxiste est net et direct : on se souvient des réponses de Marx aux mille confusions et banalités des adversaires bourgeois ou des disciples de Proudhon, de Bakounine et de Lassalle, et de la meilleure polémique de la gauche marxiste contre le syndicalisme sorélien. Après la conquête du pouvoir, il subsistera une bourgeoisie qu'il faudra réprimer par la dictature ; dans le prolétariat et surtout le semi-prolétariat, il y aura toujours des éléments récalcitrants qu'il faudra plier à la discipline et à la loi ; par ses décrets, le nouveau pouvoir réalisera également dans les faits économiques « l'intervention despotique » dont parle le *Manifeste*. N'est-il pas alors contradictoire d'affirmer qu'il devra « attendre » pour supprimer certaines formes capitalistes dans des secteurs donnés de l'économie ? Lénine montre que la contradiction n'est qu'apparente, et il la résoud d'une façon logique et définitive dans un magnifique programme révolutionnaire qui adhère totalement à la réalité, et qui n'a pas peur de le faire, parce qu'il n'a pas peur non plus de détruire tout ce qui, dans le réel, a atteint le moment de la disparition et de la mort, au terme d'une évolution et de révolutions implacables.

La condition nécessaire de toute cette lutte rénovatrice contre les déviations ouvriéristes et syndicalistes est le parti politique de classe, marxiste et centralisé, d'une discipline presque militaire dans les moments suprêmes de la lutte. Lénine en définit le rôle, et polémiqumant contre les opportunistes, montre que la politique de la classe révolutionnaire n'est pas vile manœuvre parlementaire, mais stratégie de guerre civile, mobilisation pour l'insurrection finale, préparation à la gestion du nouvel ordre social.

Après les « douleurs de l'enfantement » du nouveau régime, pour repren-

dre une expression classique d'Engels, c'est-à-dire après l'époque où l'avant-garde révolutionnaire doit consentir les sacrifices indispensables, on arrive à une société sans Etat et sans contraintes, à une économie fondée sur la satisfaction maxima des besoins de chacun de ses membres, enfin à une complète liberté de l'homme, non comme individu, mais comme espèce vivant dans une société régie par la solidarité, parce qu'elle s'est rationnellement assujetti les forces et les ressources de la nature. Cette prévision qui couronne le magistral édifice est une certitude scientifique, non le produit des impatiences mystiques de penseurs impuissants.

A Lénine, nous devons donc la restauration non seulement de notre programme, mais de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier. L'ensemble constitue une élaboration achevée de l'idéologie propre au prolétariat moderne.

Le réalisateur de la politique marxiste.

On ne peut pas examiner l'œuvre théorique de Lénine indépendamment de son œuvre politique. Les deux choses se mêlent continuellement, et nous ne les avons séparées que pour la commodité de l'exposé. En même temps qu'il restaurait la conception et le programme révolutionnaires du prolétariat, Lénine en devint un des principaux chefs politiques, et il appliqua pratiquement, dans la lutte de classe, les principes qu'il défendait sur le terrain de la critique doctrinale. Le champ de cette immense activité à laquelle il consacra une vie trop brève, loin de se limiter à la Russie, s'étend à tout le mouvement prolétarien international.

Considérons tout d'abord la lutte politique de Lénine en Russie au cours des trente années précédant la révolution qui fit de lui le chef du premier Etat ouvrier de l'histoire. Des adversaires de toutes tendances ont voulu nier la continuité et l'unité qui existe entre la grande tâche historique accomplie par Lénine en Russie et sa doctrine marxiste. La révolution d'octobre ne serait pas, selon eux, la réalisation du programme politique du prolétariat de l'Occident capitaliste et « civilisé », ni une victoire effective du socialisme connu dans les pays modernes et développés. Ce serait un phénomène historique hybride propre à la Russie arriérée ; un mouvement, une révolution, un gouvernement de type « asiatique » qui n'aurait pas le droit de se réclamer du prolétariat mondial et de sa mission historique ; celui-ci n'aurait donc pas non plus le droit de considérer Octobre 1917 comme sa première victoire, comme la preuve historique que la réalisation de ses idéaux révolutionnaires est possible.

Le bourgeois occidental dit tout cela pour se rassurer sur le danger de « contagion bolchévique » ; le social-démocrate, pour ne pas être contraint de reconnaître la liquidation de son programme de collaboration de classes, et de ses perspectives d'évolution légale et pacifique, toutes choses qu'il présente sans vergogne comme l'apanage du prolétariat « avancé » des pays « les plus civilisés ». Quant à l'anarchiste, il préfère attribuer les formes coercitives de la révolution à la nature du peuple russe et aux traditions de l'absolutisme, ce qui le dispense de voir dans l'Octobre 1917 la preuve évidente, à crever les yeux, de la nécessité inéluctable de ces formes. Rien de plus stupide que toutes

ces thèses. Lénine exprime le contenu international, mondial de la révolution russe, on pourrait même dire son contenu occidental, si par Occident on entend l'ensemble des peuples de race blanche affligés des plus modernes délices du capitalisme industriel. Les faits le démontrent à l'évidence, sans compter tous les arguments qui militent en faveur de la prévision marxiste selon laquelle tous les pays connaîtront l'avènement du prolétariat et du communisme.

Wladimir Htch naît en 1870. Vingt ans plus tard, il entre dans la lutte politique en Russie. Les premières armes du futur grand chef prolétarien remontent donc à 1890 : que signifie cette date ? Longtemps auparavant, pendant des décades, il a existé en Russie un mouvement révolutionnaire dont les formes furent diverses. Il avait été suscité par la survivance de l'absolutisme et du féodalisme, déjà abattus dans le reste de l'Europe par les révolutions démocratiques bourgeoises. Visant à abattre le régime tsariste, il cherchait avec peine à préciser le contenu positif de son opposition.

La bourgeoisie capitaliste naissante, la moyenne bourgeoisie et ses intellectuels, enfin toutes les autres couches qui supportent la charge intolérable des privilèges de l'aristocratie, du clergé, des hauts fonctionnaires, des officiers participent à ce mouvement chaotique, mais héroïque, que la répression féroce du gouvernement tsariste ne fit jamais plier. Les bolchéviks, disons-le tout de suite, ne renient nullement ce qu'ils doivent aux meilleures traditions de ce mouvement des années 1860, 1870 et 1880. Cependant, à l'intérieur de ce vaste cadre, Lénine et le bolchévisme représentent l'apport d'un coefficient particulier et original destiné à prévaloir sur tous les autres. C'est que la date d'entrée de Lénine dans l'arène politique, l'année 1890, coïncide avec l'apparition de la classe ouvrière en Russie. Les capitaux, les machines, la technique industrielle de l'Occident ont franchi les frontières de la Sainte Russie des Tsars qui semblaient séparer deux mondes différents, mais n'ont pu résister à l'expansion impétueuse du capitalisme moderne. Celui-ci pénètre dans le pays ; de grandes usines apparaissent et avec elles dans quelques centres urbains peu importants tout d'abord, apparaît également un véritable prolétariat industriel.

Déjà avant Lénine et les autres marxistes russes, les chefs intellectuels de l'opposition au tsarisme avaient anxieusement cherché dans les idéologies et la littérature des mouvements révolutionnaires les matériaux de leurs programmes et de leurs revendications. L'émigration continuelle des proscrits vers les centres intellectuels de l'étranger, et aussi la grande facilité d'assimilation de la race slave, ont intensifié cette importation idéologique. Mais il ne s'agissait pas seulement d'importer des idéologies : il fallait trouver celle qui correspondait au développement réel des conditions sociales russes, et trouvait en elles une base de classe concrète. Comme théorie, le marxisme pénètre à son tour en Russie avec Plékhanov qui précède chronologiquement Lénine et qui fut en son temps un des meilleurs marxistes et le maître de Lénine lui-même.

En même temps qu'il s'arme de l'ensemble des doctrines élaborées par le mouvement prolétarien avancé d'Occident, Lénine est le premier à développer une activité politique au sein de la classe ouvrière naissante de Russie, s'attachant aux questions concrètes de sa vie dans les usines et formulant la fonction originale qu'elle doit remplir dans le cadre de la vie russe. Dernière

arrivée, et statistiquement négligeable dans l'immense population de l'Empire tsariste, la classe ouvrière apparaît à Lénine comme le protagoniste de la révolution inéluctable. Sa fonction, son apport ne pouvaient donc être « spécifiquement russe » : c'est au contraire la pénétration des instruments et des conditions du grand capitalisme en provenance de l'Occident qui les ont rendus possibles ; et celle-ci à son tour a permis l'assimilation de la féconde critique du capitalisme, depuis longtemps élaborée à l'étranger par le marxisme, et de la méthode d'interprétation des sociétés et des époques historiques les plus variées particulière à la classe prolétarienne ; bref, c'est la pénétration du capitalisme qui a permis la pénétration en Russie du matérialisme historique et de la critique marxiste de l'économie bourgeoise nés en Occident.

Une polémique journalistique imbécile nous avait déjà présenté un Lénine mongol et mystique ; elle pourrait maintenant nous le servir en pédant allemand et en instrument du pangermanisme. A son époque, les ignorants avaient bien déjà traité Karl Marx, chez qui Lénine trouva toute élaborée la mentalité dont il avait besoin, d'agent de l'Allemagne. Or il avait tiré la plupart des matériaux de sa doctrine économique du premier pays capitaliste, l'Angleterre ; en politique, il utilisa surtout les données de la révolution française, la plus caractéristique des révolutions bourgeoises. Marx et Lénine vécurent tous deux de longues années en dehors de leur pays natal, et comme tous les grands révolutionnaires, ils présentent l'un et l'autre des caractéristiques psychologiques opposées à celles de leur nation. Rien ne contraste davantage avec le pédant universitaire allemand classique que le type mental brillant et vibrant de Karl Marx, qui n'avait cependant rien à lui envier pour la ténacité au travail et la préparation intellectuelle. De même, rien n'est plus opposé à l'inertie contemplative et mystique du Russe que le réalisme, la précision et le travail intensif de Lénine, formidable machine humaine à haut rendement. Marx était juif, il est vrai ; si c'était vraiment un défaut, on ne pourrait même pas l'imputer à Lénine. Mais ce ne sont là que les arguments ultimes pour montrer que ces deux colosses ont représenté non pas un peuple quelconque, mais un mouvement à qui personne ne peut dénier son caractère mondial.

Pour retracer tout le rôle historique de Lénine dans la lutte politique en Russie, il faudrait exposer l'histoire complexe du parti bolchévique et de la plus grande révolution connue, ce qui est impossible ici.

La figure de Lénine se dessine tout d'abord avec relief dans sa critique de toutes les positions théoriques et politiques des autres mouvements antisaristes, et en particulier de ceux qui proposaient des théories hybrides aux classes travailleuses en lutte. Lénine est impitoyable pour toutes ces formes d'opportunisme et dans sa lutte contre elles, il ne recule devant aucune conséquence.

Au libéralisme politique bourgeois qui tend à se répandre dans le prolétariat russe par l'intermédiaire d'intellectuels forcément révoltés contre l'ordre régnant, il oppose une idéologie de la classe ouvrière. Un des chefs populistes avait déclaré que « le prolétariat était d'une grande importance pour la révolution ». Cela exprimait bien l'intention de la bourgeoisie de « se servir » des masses prolétariennes pour renverser l'absolutisme, afin d'établir ensuite sa propre domination aussi et surtout sur le prolétariat,

comme un siècle plus tôt en France. La riposte de Lénine est que la classe ouvrière ne servira pas à faire la révolution des bourgeois : en Russie, la révolution sera faite par la classe ouvrière pour elle-même.

Cette géniale intuition historique de Lénine s'appuyait sur une étude complète de l'économie russe, de sa nature et de son degré de développement. Ce fut elle qui l'arma contre toutes les falsifications du programme révolutionnaire et contre les divers partis et groupes opportunistes. En même temps que ce marxisme bourgeois dont nous parlions plus haut, Lénine combattit l'« économisme » qui voulait abandonner la lutte anti-tsariste à la bourgeoisie et cantonner le prolétariat dans une action pour améliorer ses conditions économiques, ce qui revenait à renvoyer la formation du parti politique ouvrier au moment où la bourgeoisie aurait conquis le pouvoir et les « libertés politiques ». Dans cette lutte théorique que Lénine mena aux alentours de 1900, on trouve déjà le contenu de ses campagnes ultérieures contre le bernsteinisme (1) d'avant-guerre, contre le socialpatriotisme de 1914 et contre le menchévisme d'après-guerre.

En 1903, au Congrès de Londres, Lénine annonce la scission du Parti social-démocrate russe, qui du point de vue organisationnel formel ne se produira cependant que plus tard. En apparence, le désaccord portait sur des questions d'organisation intérieure au reste très importantes pour un parti illégal luttant sous une réaction féroce ; en réalité, comme l'avenir le prouva, il concernait le fond même des problèmes. Lénine a voulu et implacablement préparé cette scission. C'est lui qui prononça alors la phrase fameuse : « avant de s'unir, il faut se diviser ». Elle résume un de ses plus grands enseignements : jamais le prolétariat ne remportera la victoire s'il ne sait pas se libérer des traîtres, des incapables et des hésitants ; on n'a jamais assez de courage quand il s'agit d'amputer le parti révolutionnaire de ses membres malsains. Naturellement, Lénine fut traité de désorganisateur, de sectaire, de centralisateur et d'autocrate. Il se contentait d'en rire : c'est toujours ce que disent les opportunistes quand on évalue leurs manœuvres. Les appels à l'unité ne sont que rhétorique vide pour les marxistes tant qu'ils ne correspondent pas à des directives homogènes et claires.

Avant d'arriver à la dissension irrémédiable et retentissante des années de guerre, le parti social-démocrate russe a connu toute une série de désaccords : l'œuvre clarificatrice de Lénine se poursuit tout ce temps, visant l'avenir, accumulant les véritables conditions de la future victoire révolutionnaire. Exilé à l'étranger, Lénine ne recueille bien souvent que les rares adhésions des simples ouvriers qui l'entourent, lui et son petit groupe de fidèles. Cependant, il ne doute jamais de l'issue finale de la lutte. L'avenir devait lui donner raison : les petits groupes deviendront, en 1917, des milliers et des milliers de prolétaires qui battront le tsarisme et le capitalisme ; sept ans plus tard, ce seront des millions d'hommes qui défilèrent en un cortège interminable devant la dépouille mortelle de leur chef.

Nous ne pouvons pas nous occuper plus à fond ici des « liquidateurs »

(1) Courant international qui suivant le révisionniste allemand Bernstein, combattit en Allemagne par Karl Kautsky et Rosa Luxembourg.

qui, après 1905, voulaient renoncer aux formes illégales du parti sous le prétexte que le tsar avait accordé un semblant de constitution ; ni du parti socialiste-révolutionnaire, de son programme et de ses méthodes petites-bourgeoises qui mettaient au premier plan la paysannerie, prétendant qu'en Russie le problème central de la Révolution n'était pas l'abolition du capitalisme privé. La critique du parti bolchévik s'exerça non seulement contre ces deux courants, mais aussi contre les anarchistes, les syndicalistes et tant d'autres écoles politiques d'inégale importance s'agitant dans la période pré-révolutionnaire.

Dans cette lutte, Lénine crée le parti, le magnifique instrument de lutte qui en 1917 devait répondre si brillamment aux exigences révolutionnaires. Bientôt l'heure n'est plus à la critique polémique et à la patiente préparation organisationnelle, mais à la lutte ouverte. Alors les forces révolutionnaires s'unissent autour de ceux qui, si souvent, furent des scissionnistes : les soldats fatigués de la guerre, les paysans pauvres tombent sous l'influence du parti de l'avant-garde ouvrière. Le Soviets, qui sont apparus en 1905 au cours de la première grande lutte révolutionnaire où le bolchevisme se soit trempé et affirmé, les Soviets reconstitués s'orientent vers le parti de Lénine. A ce moment de l'action, les qualités de celui-ci prennent un relief saisissant et se prêteraient facilement à n'importe quelle forme d'amplification. Pour nous marxistes, ce qui se produit n'est pourtant que le couronnement nécessaire de sa préparation achevée des conditions révolutionnaires dans tous les domaines. Lors de l'insurrection de juillet, Lénine, après un moment de tentation, affirme résolument que le moment n'est pas encore venu de jouer le tout pour le tout. Par contre, dans les journées d'Octobre, seul ou presque, il comprend que ce moment est arrivé et qu'il ne faut pas le laisser passer. Et frappant le coup décisif d'une main infailible, il encadre dans une magnifique manœuvre de parti la crise formidable où les classes antagoniques s'affrontent ouvertement, et dont le prolétariat sortira victorieux.

La critique théorique de la démocratie et du libéralisme bourgeois culmine dans l'action pratique au moment où les ouvriers dispersent par les armes ce « ramassis de gredins » qu'est l'Assemblée Constituante librement élue. Le mot d'ordre de Lénine « Tout le pouvoir aux Soviets » l'a emporté. La dictature du prolétariat théorisée par Karl Marx fait son entrée terrifiante dans la réalité historique. En dépit de ses nombreux efforts, la contre-révolution ne vaincra pas ; elle reculera devant une Terreur révolutionnaire implacable, ne réussissant à exploiter contre le gouvernement de Lénine ni les difficultés économiques qui s'accumulent en Russie, ni même les succès du prolétariat des autres pays. Dans cette nouvelle phase, l'œuvre de Lénine et de son parti change d'aspect sans devenir moins ardue et celui-ci acquiert de plus en plus de force et d'expérience.

Nous n'avons dit que peu de choses sur Lénine réalisateur de la politique marxiste en Russie, et il nous reste à examiner toute son activité internationale. Là aussi sa lutte est à la fois théorique, politique et organisationnelle.

Pas encore aussi connu des grandes masses que les leaders traditionnels de la II^e Internationale, Lénine anime, au sein de celle-ci, un courant de gauche luttant contre le révisionnisme. Si le Congrès de Stockholm vote une motion préconisant la grève générale en cas de guerre, c'est à lui qu'on le doit.

La guerre survient et Lénine est le premier à comprendre que sa faillite honteuse du 4 août 1914 a détruit à jamais la II^e Internationale. Au sein de l'opposition socialiste à la guerre qui se réunit à Zimmerwald et Kienthal, se forme une gauche qui se rallie à la formule léninienne de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». On va vers la fondation d'une nouvelle Internationale. Ayant désormais affermi sa doctrine sur des bases marxistes solides et donné un exemple grandiose de politique prolétarienne avec la victoire du parti communiste russe, celle-ci se constitue en 1919 dans la capitale du premier état prolétarien.

Après la restauration de la théorie prolétarienne, l'œuvre de la Troisième Internationale s'affirme dans l'application de mesures concrètes pour se débarrasser des opportunistes de tous les pays : réformistes, sociaux-démocrates, centristes de toutes catégories se voient expulsés des rangs de l'avant-garde ouvrière mondiale. L'œuvre de régénérescence se développe dans tous les vieux partis, et les bases des nouvelles organisations révolutionnaires du prolétariat se constituent. Lénine guide la difficile opération d'une main de fer, dissipant les hésitations, combattant les faiblesses possibles.

Plus loin, nous dirons quelques mots des raisons qui font que cette lutte gigantesque n'a pas encore remporté dans tous les pays une victoire définitive, et, sur bien des fronts, ne tourne pas en notre faveur au moment où Lénine nous quitte.

L'œuvre politique de la nouvelle Internationale présente quelques autres aspects essentiels sur lesquels il faut nous arrêter. La restauration théorique du marxisme conduisait tout naturellement aux conclusions fondamentales du Congrès constitutif en matière de programme, et à une bonne partie des doctrines que l'on trouve mieux élaborées au Second Congrès (1920), le meilleur de l'Internationale. Telles sont les conditions d'admission dans les partis communistes, les thèses sur le rôle du parti communiste, sur la signification des Conseils d'ouvriers et de paysans et sur le travail des communistes dans les syndicats. Mais d'autres questions ont également été traitées, d'une façon plus originale, quoiqu'aussi fidèle aux lignes générales du marxiste et qui fait particulièrement ressortir les plus graves lacunes du mouvement socialiste traditionnel. Tel est le cas de la question nationale et coloniale.

L'Internationale avait condamné théoriquement et pratiquement le social patriotisme et ses sophismes sur la défense nationale et la guerre pour la démocratie, la liberté et la restauration du principe bourgeois de la nationalité. Ceci réaffirmé sans équivoque possible, elle apprécie dialectiquement l'importance des forces sociales et politiques qui s'opposent aux principaux impérialismes là où n'existe pas encore un prolétariat moderne développé, c'est-à-dire dans les colonies et les petits pays soumis aux grandes métropoles. Elle réalise ainsi une synthèse politique géniale de la lutte de classe du prolétariat européen et en général avancé contre les grands Etats bourgeois et les mouvements de rébellion des peuples d'Orient et des colonies, le concours de toutes ces forces devait ébranler le système de défense du capitalisme mondial jusque dans ses fondements. Cette position conserve au prolétariat sa fonction de direction et d'avant-garde ; elle ne modifie en rien son idéologie ni son but final, qui reste la dictature de classe. Elle ne fait pas davantage de concessions aux promesses théoriques et politiques éphémères et fausses des nationaux-révolutionnaires petits-bourgeois des pays coloniaux ou

semi-coloniaux auxquels, le moment venu, les partis prolétariens et communistes devront arracher la direction du mouvement. Cette délicate question historique ne sort pas du cadre de la dialectique révolutionnaire, à condition d'être confiée à des forces politiques solidement marxistes. Par contre, il n'est pas exclu qu'elle puisse devenir dangereuse si on voulait la présenter comme un « nouveau » mot d'ordre par lequel l'Internationale se distinguerait du rigorisme excessif de la gauche marxiste classique. Mais cela, seuls des opportunistes qui, dans on ne sait quelle intention, n'auraient pas renoncé à vivre en marge de l'Internationale peuvent le dire. Dans les termes théoriques que Lénine donna au problème et sous sa direction politique, aucun danger de cette sorte n'était à redouter : cette position prouvait une intensification de l'action révolutionnaire mondiale, et non pas son atténuation.

De la question agraire, nous dirons plus loin quelques mots. Mais même la position prise par le Second Congrès ne fait, au fond, que remettre en lumière le véritable point de vue marxiste sur les problèmes de l'économie agricole. Dans ce domaine aussi, Lénine nous avait donné de remarquables travaux théoriques. Politiquement, l'Internationale résoud finalement le problème que les opportunistes trouvaient commode d'éluider. Sous le prétexte que le prolétariat industriel est le principal moteur de la révolution, ceux-ci préféraient en effet flatter une prétendue « aristocratie » ouvrière pour l'entraîner à une alliance avec le capital que de s'occuper du prolétariat agricole.

La doctrine agraire de la Troisième Internationale se fonde sur l'A.B.C. du marxisme qui distingue clairement l'entreprise agricole mécanisée et moderne ; la petite entreprise traditionnelle et enfin la petite unité économique entrant dans le cadre purement juridique de la grande propriété appartenant à un seul maître, mais exploitée par plusieurs familles de paysans. L'Internationale avait déjà expliqué que la transformation socialiste s'effectuerait graduellement dans l'économie en général. Dans l'agriculture, cela devait se traduire dans le fait que la dictature prolétarienne ne se proposait pas d'appliquer les mêmes mesures aux différents stades économiques. Le programme de socialisation ne concernait que les entreprises analogues à celles de l'industrie, c'est-à-dire celles du premier type. Pour le troisième (la petite unité économique du latifondium), le programme était d'éliminer le grand propriétaire et de remettre la terre aux familles paysannes en attendant qu'aient mûri les conditions techniques d'une culture centralisée et mécanisée. De cette analyse théorique, on pouvait aisément déduire les rapports politiques que le prolétariat devait établir avec les classes paysannes : complète solidarité de classe avec les salariés des entreprises mécanisées ; alliance avec les paysans pauvres, exploitants directs du sol ; rapports éventuels et à déterminer avec les paysans moyens. Cette politique permettait d'obtenir de la seconde catégorie une aide essentielle à la révolution sans affaiblir en rien la fonction dirigeante du grand prolétariat urbain. Au reste, la Constitution soviétique confirme cette prééminence en donnant moins de poids à la représentation des paysans qu'à celle des ouvriers qui fournissent la plus grande partie de son personnel au nouvel appareil d'Etat.

Là aussi les exagérations et les équivoques deviennent plus que possibles pour peu que l'on oublie les tâches révolutionnaires essentielles : voyez les tendances « paysannes » qui engendrent l'opportunisme dans le parti communiste français et qui ont mérité les reproches vigoureux du camarade

Trotsky. Il n'y a pas lieu d'affirmer que les thèses agraires de l'Internationale apportent des solutions nouvelles et imprévues par rapport à la ligne fondamentale du marxisme : l'œuvre de l'Internationale n'a pas besoin de cela pour se grandir, et cela ressemble à un appât tendu à des courants douteux. Il n'y a pas davantage de raisons de présenter le bolchévisme et le léninisme comme une doctrine à part qui serait une idéologie révolutionnaire du prolétariat allié aux paysans, comme le camarade Zinoviev semble vouloir le faire, et même si cela ne cache aucune divergence de fond. Pour les courants opportunistes sinon dans les intentions de notre camarade, cela pourrait fournir une formule théorique pour camoufler un éventuel repli historique de la révolution prolétarienne de Russie. Or, une des plus belles traditions du parti bolchévik est précisément d'avoir confié au prolétariat et non pas à la paysannerie comme le voulaient les socialistes-révolutionnaires, le soin d'appliquer le point « volé » à leur programme : la paysannerie en effet ne peut pas s'émanciper par ses propres forces, seul le prolétariat peut la guider vers la libération...

Le prétendu opportunisme tactique de Lénine.

Le point le plus délicat et le plus difficile quand on étudie la figure de Lénine concerne ses critères tactiques, que nous allons maintenant aborder. La tactique n'est pas une question indépendante de la doctrine, du programme et de la politique générale. C'est essentiellement pour cette raison que nous repoussons de toutes nos forces l'interprétation selon laquelle, dans la pratique, Lénine aurait fait les concessions fatales à une équivoque nécessité de souplesse, à une diplomatie cauteleuse et à ce que le boutiquier et le philistin appellent « réalisme ». La vérité est que nul n'a su mieux que Lénine fustiger l'opportunisme dont Engels, comme s'il prévoyait les déviations bernsteiniennes, a dit qu'il consiste à sacrifier la vision et la préparation des buts finaux du programme au succès dans les petites questions quotidiennes, ce qui en constitue historiquement la première définition.

Le bourgeois insiste sur cette note fautive pour faire parade d'on ne sait quelle revanche sur l'« utopisme » stupidement attribué à Lénine et à son école. L'opportuniste fait de même pour des raisons analogues et l'anarchiste pour pouvoir prétendre que lui seul est capable — quelle illusion ! — de garder en toutes circonstances l'attitude intégralement révolutionnaire ! Pour de multiples raisons, nous ne pouvons exposer ici toute la question de la tactique communiste qui demanderait d'amples développements. Nous voulons seulement faire quelques observations sur la tactique et la manœuvre politiques de Lénine et revendiquer ce qui est le véritable caractère de son œuvre. Demain, un débat de cette nature peut devenir de première importance, car il n'est pas exclu, et nous verrons pourquoi, que certains se mettent à invoquer un prétendu enseignement de Lénine qui, perdant de vue l'unité de son œuvre, n'en serait que le travestissement. Entre le Lénine rigide et implacable des années de discussion et de préparation et celui des multiples réalisations révolutionnaires, il n'existe en effet pas la moindre discordance.

Comme plus haut, nous examinerons la tactique de Lénine d'abord comme chef de la révolution russe, puis comme chef de l'Internationale. Il y aurait beaucoup à dire sur ce que fut la tactique du parti bolchévique avant la

révolution. Nous avons déjà retracé son œuvre programmatique et critique : il resterait à traiter son comportement à l'égard des partis voisins dans une série de situations contingentes avant la grande action autonome de 1917. Les communistes russes ne prennent jamais position sur les problèmes de la tactique internationale sans invoquer ces exemples, et c'est là en effet une matière très importante dont il faut tenir exactement compte, ce qu'on ne manquera jamais de faire dans les débats de l'Internationale.

Limitons-nous à rappeler un épisode de première importance et qui suscita à l'époque des dissensions parmi les camarades russes eux-mêmes, cette paix de Brest-Litowsk de 1918 avec l'Allemagne impérialiste, principalement voulue par la clairvoyance de Lénine. Constituait-elle un compromis avec le militarisme du Kaiser et des capitalistes ? Oui, si l'on juge d'un point de vue superficiel et formel ; non, si l'on applique un critère dialectique et marxiste : la politique dictée par Lénine dans cette occasion tenait vraiment compte des suprêmes nécessités révolutionnaires. Elle devait réaliser deux choses : mettre en évidence l'état d'esprit qui avait provoqué le grand élan révolutionnaire des masses russes, leur désertion des fronts de la guerre étrangère pour renverser l'ennemi intérieur ; propager ce défaitisme jusque dans les rangs de l'armée allemande, comme ce fut fait dès le début avec la fraternisation. Tel était le critère de Lénine et l'avenir lui a donné raison à lui, et non à ceux qui jugeaient superficiellement qu'on devait continuer la lutte contre l'Allemagne militariste, ne se souciant ni de considérations programmatiques à longue échéance, ni de considérations pratiques immédiates (elles coïncidaient, pour une fois, ce qui n'est pas toujours le cas et rend alors le choix tactique très difficile), c'est-à-dire de la certitude de la défaite pour des raisons de technique militaire. Dans ses Mémoires, le général Ludendorff a déclaré que l'effondrement du front allemand après une série de victoires retentissantes et à un moment où la situation était techniquement bonne à tous égards ne s'explique que par des raisons morales, c'est-à-dire politiques : les soldats n'ont plus voulu se battre. C'est que tout en parlant le langage diplomatique avec les envoyés du Kaiser, la politique révolutionnaire de Lénine avait su réveiller sous l'uniforme du soldat discipliné le prolétaire allemand exploité, conduit au massacre dans l'intérêt de ses oppresseurs.

Brest-Litowsk a sauvé la révolution russe des attaques du capitalisme allemand. Il est vrai que celui de l'Entente s'empressa de se substituer à lui et que sa haine de la révolution n'était pas moindre : mais alors, les bolchéviks avaient gagné les quelques mois nécessaires pour faire de l'Armée rouge un rempart invincible. Bien plus, Brest-Litowsk a déterminé la défaite de l'Allemagne en Occident, et c'est bien à tort qu'on l'a imputée à l'habileté stratégique des Foch ou des Diaz, dont la guerre a démontré cent fois l'infériorité professionnelle.

Nous en venons maintenant à l'argument sur lequel on insiste le plus pour présenter Lénine comme l'homme des concessions et des transactions : la Nouvelle Politique Economique russe.

Nous avons rappelé plus haut le caractère graduel et international des transformations économiques après la révolution prolétarienne, ainsi que la signification théorique et politique des rapports que les prolétaires industriels de Russie devaient logiquement établir avec les classes paysannes. Nos adversaires rétorquent qu'au lieu d'une lente progression vers l'économie socialiste

et communiste, il y a eu un véritable recul sur des positions dépassées, un rétablissement de formes purement bourgeoises et qu'on avait espéré abolir, enfin des concessions au capitalisme mondial à qui on avait déclaré une guerre sans merci. Cela démontrerait que Lénine et les communistes se seraient convertis à la pratique opportuniste qu'ils avaient bruyamment reprochée aux autres.

Nous soutenons au contraire qu'on ne peut pas parler d'opportunisme à propos de la N.E.P. En effet, cette vaste manœuvre tactique a été conduite sans jamais perdre de vue les intérêts supérieurs de la révolution, sans jamais renoncer à la victoire finale sur les formidables et multiples résistances du capitalisme. Cela est prouvé par l'argumentation théorique de Lénine lorsqu'il la proposa, par son application pratique, qu'il dirigea de près jusqu'en 1922, et par la façon magnifique dont Léon Trotsky posait le problème dans son important discours du IV^e Congrès mondial.

Dans une première période, le problème fondamental de la révolution russe a été la lutte militaire, qui continuait directement l'offensive révolutionnaire d'Octobre. Il fallait en effet repousser la contre-offensive ennemie non seulement sur le front politique intérieur, mais sur tous ceux que les bandes blanches soutenues par les puissances capitalistes petites et grandes avaient militairement organisés. Cette lutte épique que nous n'avons pas ici à retracer ne sera pratiquement terminée qu'à la fin de 1920. L'armée et la police rouge s'y comportèrent de façon si brillante et décidée que personne ne se hasardera à parler de compromis et de renoncement à la lutte. La politique du premier Etat ouvrier et paysan exprime l'antagonisme mondial du prolétariat et du capitalisme et rien n'autorise jusqu'ici à supposer qu'elle perdrait de sa décision si celui-ci venait à s'aiguiser de nouveau, ou pour mieux dire, à reprendre une forme militaire. Dans la période de la guerre civile, la construction du socialisme apparaissait comme un problème secondaire. Ce qui importait tout d'abord était d'empêcher le reversement du pouvoir prolétarien et d'étendre la révolution à d'autres pays. Au début de 1921, il est clair que la révolution européenne est au moins momentanément remise, le capitalisme passant partout à l'offensive contre les organisations prolétariennes. Par ailleurs, les puissances bourgeoises renoncent à renverser par la force le régime des Soviets. Une phase nouvelle commence. On ne peut plus vivre au jour le jour comme au temps de la guerre civile où le danger d'une restauration bourgeoise et tsariste bloquait ensemble les différentes classes révolutionnaires. Il faut réorganiser l'économie du pays. Mais les formes de cette réorganisation ne peuvent être que transitoires, car si le capitalisme et le tsarisme ont été battus, les conditions techniques économiques et sociales manquent pour faire le socialisme, surtout après sept ans de guerre, de révolution et de blocus. Sous le prétexte qu'on ne pouvait pas instaurer d'un coup le communisme, fallait-il donc convoquer les représentants des hordes blanches vaincues et dispersées, et leur rendre le pouvoir pour qu'ils administrent le pays à la façon bourgeoise ? Pouvait-on remédier aux difficultés de la situation en supprimant l'armée et le pouvoir révolutionnaires, et en faisant appel aux mystérieuses « initiatives libres et spontanées du peuple », comme disent les anarchistes, sans comprendre que cela aurait été rendre le pouvoir aux Blancs ? Ce sont là des positions à laisser aux fous ou aux simples d'esprit.

L'analyse marxiste qui guide Lénine et les bolchéviks vers la difficile

solution est bien autrement claire et courageuse.

Dans la première période, les mesures économiques adoptées ne le furent pas pour elles-mêmes, mais pour briser la résistance de certaines classes et couches sociales. C'est ce que Lénine a appelé le « communisme de guerre ». Ne pouvant prendre de demi-mesures, on bouleversa de fond en comble l'administration de l'industrie russe, qui était cependant très concentrée, pour un pays arriéré ; on expropria non seulement les grands propriétaires terriens, mais même les paysans moyens parce qu'ils formaient une couche contre-révolutionnaire qu'il fallait mettre hors de combat ; enfin on monopolisa le commerce des grains, parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'assurer le ravitaillement des villes et de l'armée. Les nécessités politiques et militaires ne laissaient pas le temps de se demander si l'Etat prolétarien serait en mesure de remplacer les formes abolies par une organisation socialiste stable.

Cette période terminée, le problème économique venait au premier plan, et il fallait donc trouver des solutions nouvelles. Seuls des préjugés pseudo-révolutionnaires peuvent empêcher de le comprendre. Dans la société russe, dit Lénine, existent les formes économiques les plus variées : le régime agraire patriarcal ; la petite production agricole mercantile ; le capitalisme privé ; le capitalisme d'Etat et le socialisme. La lutte ne vise pas encore à passer du capitalisme d'Etat au socialisme ; elle se livre essentiellement entre la petite économie paysanne (que Lénine qualifie de pieuvre aux mille tentacules) et le capitalisme privé d'une part, et de l'autre, le capitalisme d'Etat. Dans son discours déjà cité du IV^e Congrès, Trotsky a clairement défini ce que Lénine entendait par capitalisme d'Etat. Il s'agit d'une socialisation effectuée non pas par l'Etat bourgeois, comme dans l'acception traditionnelle, mais par le pouvoir prolétarien avec cette réserve que si celui-ci exerce le contrôle politique et financier suprême dans certains domaines de l'économie, il le fait en appliquant les méthodes capitalistes de la « comptabilité commerciale ».

En Russie, l'Etat remplit donc des fonctions d'entrepreneur et de producteur, mais étant donnée l'arriération économique du pays, il ne peut pas être « le seul » entrepreneur comme ce serait le cas en régime « socialiste ». Il doit donc renoncer à distribuer lui-même les produits et tolérer un marché de type bourgeois où le petit paysan, le moyen capitaliste local et le grand capitaliste étranger vendront leurs marchandises sous le contrôle étroit de la république ouvrière. L'agriculture russe était trop arriérée pour permettre une socialisation ou même seulement une gestion étatique d'ampleur appréciable. Il n'y avait donc pas d'autre moyen d'inciter le paysan à produire que de rétablir la liberté du commerce des produits agricoles en supprimant les réquisitions de l'époque du « communisme de guerre », et en les remplaçant par le versement d'un impôt en nature à l'Etat.

Cette nouvelle orientation de la politique économique apparaît comme une sorte de retraite ; mais cette retraite, dans l'orientation actuelle du pouvoir soviétique, n'est qu'un moment inévitable de l'évolution complexe du capitalisme et du pré-capitalisme au socialisme. Il est à prévoir que ce moment viendra également dans les autres révolutions prolétariennes, mais sa durée sera évidemment d'autant plus courte que le capitalisme sera plus développé et le domaine de la dictature du prolétariat plus étendu.

La N.E.P. a conjuré à temps le danger que faisait courir à la révolution le « déclassement » du prolétariat industriel. Les difficultés de ravitaillement dans les grands centres avaient provoqué une migration des travailleurs urbains vers les campagnes. Celle-ci eut des conséquences non seulement économiques, mais politiques et sociales très graves : en retirant aux organes de la dictature prolétarienne leur base essentielle, la classe ouvrière des villes, elle compromettait toute l'évolution future. Les mesures adoptées permirent de conjurer ce péril en relevant le niveau de vie, et aussi de combattre le fléau naturel de la disette qui était malheureusement venue s'ajouter à toutes les difficultés suscitées par l'adversaire.

Parmi les mesures qui caractérisent la N.E.P., on doit naturellement inclure l'établissement d'un *modus vivendi* économique et même diplomatique avec les états bourgeois. Aucune théorie sérieuse de la révolution ne peut prétendre qu'entre états bourgeois et prolétariens la guerre doive être permanente. Cette guerre est certes un fait possible, mais la révolution a intérêt à ne la susciter que quand elle peut favoriser l'éclosion d'une situation de guerre civile dans les pays bourgeois, cette dernière étant la voie « naturelle » de la victoire prolétarienne. Puisque d'une part cela n'est pas possible, et que d'autre part les états bourgeois ont reconnu de leur côté qu'il était impossible de provoquer une révolte anti-communiste en Russie, il n'est pas étonnant que des deux côtés on ressente concrètement le besoin d'une trêve militaire et économique. Il serait parfaitement ridicule de réduire le problème à une question de répugnance pour certains contacts et certaines exigences d'étiquette.

Les causes mêmes de la Conférence de Gênes (2) démontrent que le gouvernement russe ne renonce nullement à ses principes et ne se prépare pas le moins du monde à revenir à l'économie privée, contrairement à ce qu'affirment continuellement nos adversaires. En arrachant au capitalisme quelques-uns des facteurs de la grande production, quitte à lui fournir un équivalent emprunté aux diverses ressources naturelles de la Russie, on continue l'œuvre théorisée par Lénine consistant à supprimer progressivement la petite entreprise industrielle, agricole et commerciale qui est la principale ennemie du prolétariat là où, comme au pays des Soviets, la domination politique du grand capital a déjà été renversée. La solution donnée au problème des rapports avec les paysans n'est aucunement entachée d'opportunisme. On fait bien des concessions au petit exploitant, mais on n'oublie pas que s'il représentait un élément révolutionnaire quand sa lutte contre le propriétaire foncier se soudait avec celle du prolétariat contre le capitalisme, le programme prévoit la dénonciation et le dépassement définitif de l'alliance avec lui dans une phase ultérieure.

(2) Les négociations de la Conférence de Gênes, en 1922, échouèrent parce que les Russes refusaient l'indemnité pour les biens privés nationalisés par la Révolution, et à plus forte raison leur restitution, exigée par la France et la Belgique. En outre, à la fin de la Conférence, ils se firent les champions de l'abolition complète des dettes de guerre, dont le paiement devait peser principalement sur les classes travailleuses. Enfin, ils réclamaient une indemnité pour les conséquences du soutien accordé par les Alliés aux contre-révolutionnaires blancs.

Nous en arrivons maintenant à la tactique préconisée par Lénine pour l'Internationale Communiste et en particulier à ses vigoureuses critiques des critères tactiques de « gauche ».

La méthode dont Lénine se sert pour examiner les problèmes tactiques et pour faire la théorie du compromis est pleinement satisfaisante. Mais disons tout de suite que l'élaboration de la tactique de l'Internationale à l'aide de cette méthode est une grande tâche qui, à notre avis, est rien moins que réalisée. Lénine a épuisé les questions de doctrine et de programme, mais non celle de la tactique. Le danger que sa méthode soit dénaturée au point de faire oublier des prémisses programmatiques et révolutionnaires chez lui bien claires n'est donc pas écarté : c'est notre programme même qui risque d'être éventuellement menacé. Il arrive trop souvent, en effet, que des éléments de droite de l'Internationale invoquant Lénine pour justifier des formes d'adaptation et de renoncement qui n'ont rien de commun avec la ferme orientation et les buts révolutionnaires qui donnent son unité à l'œuvre de celui-ci. Le problème est extrêmement grave et délicat.

Quelle fut la critique essentielle de Lénine aux erreurs de « gauche » ? Ce fut de se rendre prisonnière de naïves formules morales, mystiques ou esthétiques et de leur attribuer une influence que notre méthode ne leur reconnaît pas ; c'est, en d'autres termes, de substituer des abstractions au réalisme de notre dialectique historique qui juge les attitudes et les expédients tactiques sur leur valeur effective. Lénine avait parfaitement raison de condamner le remplacement des véritables arguments marxistes par la phrase pseudo-révolutionnaire, et c'était parfaitement conforme à sa propre œuvre, à laquelle on doit la restauration des véritables valeurs révolutionnaires. Il est ridicule de fonder son argumentation tactique sur la phobie de certains mots, de certains gestes ou de certains contacts et sur une prétendue pureté et immunité des communistes dans l'action. C'est en cela que consiste le sot infantilisme combattu par Lénine et qui est le produit de préjugés théoriques bourgeois de nature idéaliste. La substitution d'une petite doctrine morale à la tactique marxiste est une pure sottise.

Cela ne signifie pas que certaines conclusions tactiques avancées par la gauche et défendues par certains à l'aide d'arguments naïfs ne puissent pas se représenter comme l'aboutissant d'une analyse vraiment marxiste, c'est-à-dire débarrassée de toute considération morale ou esthétique et prête à accepter après examen les exigences de la tactique révolutionnaire même quand elles manquent au premier abord d'élégance et de noblesse. Pour faire un exemple, dans les thèses du Second Congrès de notre parti (3) où nous avons

(3) Ces thèses sont celles du Congrès de Rome du Parti Communiste d'Italie (1922). Elles présentent un intérêt particulier comme unique tentative au sein de l'I.C. pour systématiser les problèmes de la tactique. Cela apparaît déjà dans la simple énumération de leurs chapitres successifs : 1° Nature organique du Parti Communiste ; 2° Processus de développement du Parti Communiste ; 3° Rapports entre le Parti Communiste et la classe prolétarienne ; 4° Rapports du Parti Communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens ; 5° Eléments de la tactique du Parti Communiste tirés de l'examen des situations ; et enfin, selon une distinction appuyée sur le caractère révolutionnaire ou non de la situation : 6° Action tactique « indirecte » du Parti Communiste ; 7° Action tactique « directe » du Parti Communiste. Approuvées par l'ensemble du Parti qui avait alors une direction de gauche,

tenté de définir les critères marxistes de la tactique, nous avons critiqué la constitution au-dessus des partis politiques d'un organe permanent de front unique. Nous avons rejeté cette méthode tactique, nous n'avons jamais avancé l'argument moral selon lequel il serait indigne pour des communistes de traiter avec les chefs opportunistes ou même seulement de les approcher. D'ailleurs, on devrait bannir le terme même d'« opportuniste » à cause de son caractère moralisant.

Les derniers résultats de la tactique de l'Internationale que Lénine n'anime plus depuis deux ans nous donnent le droit d'affirmer qu'il faut encore discuter le problème pour arriver à une solution. Nous refusons d'admettre que la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile à nos fins soit une expression fidèle du réalisme marxiste de Lénine. La tactique influe sur celui qui l'applique, et il n'est pas vrai qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale et par un véritable parti communiste peut faire n'importe quoi sans risque de se tromper. Prenons l'exemple récent du gouvernement ouvrier de Saxe : justement scandalisé le camarade Zinoviev (4) a dû reconnaître que le camarade occupant le poste de chancelier d'Etat s'était rendu prisonnier de la légalité, au lieu de suivre la tactique révolutionnaire qui avait été décidée et de procéder à l'armement du prolétariat. « Au lieu de propositions pour une action communiste, a-t-il dit, il n'y a eu que pur respect germanique pour la chancellerie d'Etat. » La phrase est forte, digne de Marx et peut-être de lui en personne, mais Zinoviev aurait dû se demander si la cause de l'insuccès résidait réellement dans le caractère de ce camarade allemand ou pas plutôt dans la tactique choisie, qui se heurtait à des difficultés insurmontables.

On ne peut pas « élargir » à l'infini la gamme des solutions tactiques possibles sans entrer en contradiction avec notre théorie et notre programme qui sont eux-mêmes l'aboutissant d'un examen « réaliste » contrôlé par une « expérience » large et continue. Nous considérons comme illusoire et contraire à nos principes une tactique qui s'imagine pouvoir faire pénétrer on ne sait quel cheval de Troie dans l'appareil d'état bourgeois : celui-ci doit être renversé et démolé, comme Lénine l'a vigoureusement démontré. C'est une grave

elles furent ensuite reniées par le courant centriste de Gramsci et Ercoli (Togliatti) sous l'influence de Moscou. Ces thèses furent au reste critiquées en 1924 par Radek pour le compte du présidium de l'I.C. Le présidium déclara par la suite cette critique « inopportune », mais elle n'en avait pas moins été publiée comme document officiel de l'I.C. dans la revue *Stato operaio*, alors dans les mains des centristes. L'évolution ultérieure de la direction de l'I.C. devait d'ailleurs démontrer l'incompatibilité entre la position marxiste du problème défendue par la gauche italienne et l'empirisme tactique de Moscou qui exprimait de plus en plus nettement un processus de dégénérescence politique.

En ce qui concerne la question du front unique, l'« argument moral » évoqué dans le discours a effectivement été avancé par le Parti Communiste français et par les Espagnols et puisait manifestement dans la tradition anarcho-socialiste du mouvement de ces pays. Le critère des marxistes italiens était au contraire de caractère parfaitement réaliste et se référait à la nécessité, pour le Parti Communiste, de ne rien faire qui puisse altérer aux yeux des masses son indépendance d'organisation et l'originalité de son programme.

(4) Zinoviev était président de l'Internationale. Au V^e Congrès de l'I.C., il refusa de tirer les conséquences de la faillite de la tactique de front unique qu'il préconisait.

erreur de faire croire au prolétariat qu'il existe de tels expédients pour aplanir la dure voie de la révolution et pour lui « épargner » les efforts et les sacrifices. Cette illusion a provoqué dans le parti allemand une désillusion dont les conséquences sont graves, même s'il est discutable qu'elle ait empêché l'attaque générale et directe du prolétariat à un moment où elle avait des chances de victoire (5). Maintenant, les communistes allemands lancent le mot d'ordre d'insurrection et de dictature du prolétariat. Les situations et les rapports de force sont très variables, et dans bien des cas, on ne peut lancer ce mot d'ordre comme directive immédiate ; mais, et c'est ce qu'il aurait fallu dire avant, c'est l'unique voie de la révolution, et il faudra nécessairement en passer par là : il n'y a pas de demi-révolutions.

Beaucoup voudraient faire croire que la mentalité de Lénine se caractérise par une improvisation tactique au jour le jour excluant toute généralisation du problème. Tel serait le réalisme « vraiment marxiste ». On voit apparaître là un « vrai marxisme » qui demain pourrait bien ressembler au « vrai socialisme » fustigé par Karl Marx. Tout ce que nous savons de Lénine et de son œuvre, qui constitue une synthèse colossale, nous autorise à repousser cette falsification qui le ravale au niveau de l'opportunisme vulgaire contre lequel il a précisément passé sa vie à lutter. La tactique marxiste doit être exempte de préjugés provenant d'idéologies arbitraires et d'une psychologie moralisante, et elle doit se réclamer de la réalité et de l'expérience. Mais cela ne signifie nullement qu'elle doit s'abaisser à cet éclectisme bavard et paresseux que le bolchévisme russe a fustigé en son temps et qui dissimule la lâcheté petite-bourgeoise des faux révolutionnaires. Notre réalisme et notre expérimentalisme repoussent toute abstraction gratuite, mais ils tendent à fonder la pratique quotidienne sur des bases strictement scientifiques, à en exclure tout caprice, et, à mesure que le mouvement élabore davantage sa conscience, à lui donner le maximum d'unité et de cohérence.

Chez Lénine, la tactique est aussi libre de préjugés que possible, car il était moins que personne homme à se laisser guider par le formalisme ou par des suggestions sentimentales, des improvisations ou des entêtements : mais jamais elle n'abandonna la plate-forme révolutionnaire, jamais elle ne cessa d'être en harmonie avec le but suprême. C'est sur la coordination entre la tactique et le but de la révolution universelle que doivent porter les discussions au sein de l'Internationale, car si Lénine nous a laissé une méthode et même quelques formules, il n'a pas pu élaborer complètement le problème de la tactique pour cette bonne raison que jusqu'à aujourd'hui c'était historiquement impossible. Dans la poursuite de son œuvre, l'Internationale doit prendre bien garde que la théorie de la « liberté tactique maxima » ne serve pas à dissimuler une désertion et un abandon de la plate-forme de Lénine, autrement dit l'oubli des buts révolutionnaires. Perdre de vue ce danger, renoncer à fonder le choix de la tactique sur un ensemble de directives cohérentes, ce serait tomber dans un pur volontarisme, car cela reviendrait à la fonder sur la seule garantie des personnes. Cela retirerait tout sens à notre féconde

(5) C'était l'opinion de Trotsky qui critiqua sévèrement la politique du parti allemand et de l'Exécutif dirigé par Zinoviev dans sa brochure *Les Leçons d'Octobre* (il s'agissait d'octobre 1923 en Allemagne, et non de la victoire russe !).

discipline d'organisation, qui est discipline à l'égard d'un programme et non d'individualités. Nous n'en dirons pas plus sur ce point.

A ceux qui soulignent un peu trop chez Lénine l'aspect du tacticien « sans règles fixes », nous opposerons toujours l'unité qui relie toutes les parties de son œuvre. Les yeux fixés sur le but révolutionnaire, il ne craint pas, aux époques de préparation, de se faire traiter de désorganisateur, de centralisateur et d'autocrate, et accuser de dévorer maîtres et amis ; quand il s'agit de rompre de faux accords, de dissoudre des alliances trompeuses, il est impitoyablement clair et précis. Il sait temporiser, quand il le faut, mais aussi formidablement oser à certains moments. En Octobre 1917, par exemple, il harcèle de messages le Comité Central hésitant, puis accourt en personne à Pétrograd pour inciter les ouvriers à prendre les armes, dissipant toutes les incertitudes. Un bourgeois qui a entendu ses discours d'alors raconte : « On m'avait parlé de son langage froid, réaliste, pratique. Je n'ai entendu qu'une série de brûlants appels à la lutte : « Prenez le pouvoir ! Renversez la bourgeoisie ! Chassez le gouvernement ! ». Or le Lénine de la tactique pondérée ne fait qu'un avec ce révolutionnaire audacieux. Beaucoup de marmottes voudraient bien se parer de la peau de ce lion ! C'est pourquoi nous ne dirons pas à ceux qui invoquent à tout propos l'habileté et la souplesse tactiques de Lénine, mais dont les capacités révolutionnaires nous inspirent certains doutes : Faites-en autant que lui ! Prouvez que avez dans le sang le même élan irrésistible, la même capacité de frapper de toutes vos forces au moment voulu ! Voilà ce qu'il faut avant tout pour remporter la victoire révolutionnaire ! Et seulement alors vous aurez le droit de parler en son nom !

Ce que Lénine symbolise à jamais, ce n'est pas la pratique improvisée de l'opportunisme, c'est la force une, l'histoire une de la révolution.

La fonction du chef.

Lénine est mort et son œuvre est terminée. Qu'est-ce que cela signifie ? Quelle place les chefs occupent-ils dans notre mouvement, quelle conception avons-nous de leur fonction ? Quelle conséquence la disparition de ce chef exceptionnel aura-t-elle pour le parti communiste russe, l'Internationale Communiste, et la révolution mondiale ? C'est à quoi nous voulons répondre avant de finir.

Il en est qui tonnent contre les chefs, qui voudraient s'en passer et qui décrivent une imaginaire révolution « sans chefs » (6). Lénine lui-même a débarrassé la question de tout confusionnisme superficiel : Les masses, les classes, les partis et les chefs sont des réalités historiques. Les masses sont divisées en classes ; les classes sont représentées par des partis, et ceux-ci sont dirigés par des chefs : la chose est bien simple. Historiquement, le problème des chefs a pris un aspect spécial dans la II^e Internationale. Les dirigeants parlementaires et syndicaux flattaient les intérêts de certaines couches du prolétariat auxquelles ils faisaient accorder des avantages par des compromis

(6) Par exemple, le tribuniste Hermann Görter, dans sa « Réponse à Lénine ».

anti-révolutionnaires avec la bourgeoisie et l'Etat.

Ces chefs finirent par rompre le lien qui les unissait encore au prolétariat révolutionnaire en se rapprochant toujours plus de la bourgeoisie. 1914 révéla ouvertement que, d'instruments de l'action prolétarienne, ils étaient purement et simplement devenus des agents du capitalisme. La juste indignation que cela suscita contre eux ne devait cependant pas nous pousser à nier la nécessité de chefs (il est vrai bien différents de ceux-là) dans des partis et une Internationale révolutionnaire. C'est un lieu commun de prétendre que toute fonction de direction donne fatalement naissance à des formes de tyrannie ou d'oligarchie, quels que soient l'organisation et les rapports dans lesquels elle s'exerce. Mais ce lieu commun est si absurde que même Machiavel était en mesure d'en faire la critique il y a déjà cinq siècles. Le problème des chefs se pose au prolétariat et, certes, il n'est pas toujours facile : il faut non seulement les avoir, mais éviter qu'ils ne tombent dans l'arbitraire ou trahissent les intérêts de classe. On ne le résoud pas en s'obstinant à ne pas le voir, et on ne le supprime pas non plus en abolissant les chefs, mesure dont personne ne saurait d'ailleurs dire en quoi elle consiste.

La matérialisme historique étudie la fonction des chefs en sortant résolument des limites étroites dans laquelle la conception individualiste vulgaire enferme le problème. Pour nous, un individu n'est pas une entité, une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre ou avec celle qui lui viendrait de la divinité ou de n'importe quelle puissance immanente, comme l'Idée absolue ou autre inventions aussi abstruses des philosophes. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et de l'histoire. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action — y compris l'action intellectuelle — d'autres hommes. Certains cerveaux privilégiés et exercés qu'on peut comparer à des machines mieux construites et plus perfectionnées, traduisent, expriment et réélaborent mieux que d'autres un patrimoine de connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne reposait sur la vie d'une collectivité. Le chef n'invente pas, mais révèle la masse à elle-même. Il lui permet de se mieux situer dans la société et l'histoire, d'exprimer dans des formules exactes la tendance de son action dont les conditions sont données par les facteurs sociaux et dont l'économie explique en dernière analyse le mécanisme. Le matérialisme historique est une solution géniale du problème du déterminisme et de la liberté dont la portée vient de ce qu'il a analysé le problème en sortant du cercle vicieux de l'individu isolé et en se plaçant sur le terrain de l'expérience collective. L'histoire confirme le déterminisme marxiste et nous permet de conclure à la justesse de notre examen objectif et scientifique de ces questions, même si au stade actuel, la science ne peut pas nous dire comment les déterminations somatiques et matérielles qui s'exercent sur les organismes humains se traduisent en processus psychiques collectifs et personnels.

Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique ne sont pas des créations à lui, mais la forme précise d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste

expérience. Les données de cette expérience n'apparaissent pas toujours toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition, de telle sorte que nous pouvons expliquer de façon réaliste certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, nous confirment que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action commune, et non pas son moteur.

Le problème des chefs ne se pose ni ne peut se poser de la même façon à toutes les époques de l'histoire parce que l'évolution en modifie tout au long les données. Là comme ailleurs nous sortons des conceptions qui prétendent résoudre les problèmes à l'aide de données immanentes et extra-temporelles « comme les faits de l'esprit ». Notre conception de l'histoire du monde assigne une place particulière à la victoire du prolétariat, première classe qui possédât une théorie exacte des conditions sociales de cette victoire et une connaissance de sa mission historique et qui « sortant de la préhistoire humaine » pût organiser la domination de l'homme sur les lois économiques. De la même façon, la fonction du chef prolétarien est un phénomène historique nouveau et original, et nous pouvons donc nous contenter de rire de ceux qui, à ce propos, citent les abus des Alexandre et des Napoléon. Pour en revenir à la lumineuse figure de Lénine, il n'a pas vécu ce qui dans l'avenir apparaîtra comme l'époque classique de la révolution ouvrière, l'époque où elle aura déployé le maximum de ses formes à la grande terreur des philistins ; et cependant sa biographie présente des caractères tout nouveaux, et les clichés traditionnels sur la soif de pouvoir, l'ambition et le satrapisme des grands hommes perdent toute signification devant cette vie droite et simple, toute concentrée sur un but unique, jusque dans les plus petits détails du comportement personnel.

Les chefs sont ceux qui savent le mieux et le plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur œuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son œuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire ; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu, et encore moins que sa disparition arrêterait la marche en avant des classes travailleuses.

Le parti qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle se présente comme une organisation unitaire dans laquelle les divers individus remplissent les fonctions correspondant à leurs aptitudes cérébrales et autres. Ils sont tous au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement « dans le temps et dans l'espace » (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante). Tous les individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres. Ceci vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe et vaudra demain pour toute la société : notre révolution ne va pas vers la dissolution des rapports entre individus, mais vers leur resserrement et leur rationali-

sation. Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une hiérarchie qui substituera peu à peu la rationalité technique à la coercition. Le parti est déjà un exemple d'une telle collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de l'« égalitarisme » et de la démocratie « numérique ». Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu quelle importance le nombre brut des individus peut-il bien avoir pour nous ? Quel sens pouvons-nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie ? Hier nous disposions en Lénine d'un champion de classe exceptionnelle, comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide. Mais aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner ; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien entendu d'éléments choisis. La question se pose à nous non pas en termes juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec des sophismes de droit constitutionnel ou pis naturel. Aucune raison de principe ne nous oblige à inscrire dans nos statuts l'expression « comité de chefs » plutôt que le mot « chef ». C'est en partant de là qu'on donnera une solution marxiste à la question du choix : ce choix qui fera plus pour l'avenir que toute l'histoire dynamique du mouvement ne peut pas être réduit à une banale consultation électorale. Et si finalement nous préférons ne pas mettre le mot « chef » dans nos statuts, c'est que nous n'aurons pas toujours parmi nous une individualité de la force d'un Marx ou d'un Lénine. Si l'homme, l'« instrument » exceptionnel existe, le mouvement l'utilise ; mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas. Notre théorie du chef est bien loin des stupidités qui servent aux théologies et aux politiques officielles à démontrer la nécessité des pontifes, des rois, des « premiers citoyens », des dictateurs et des Duce, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire.

Bien plus, le processus d'élaboration du matériel social que nous voyons se réaliser dans la personne du dirigeant emprunte à la collectivité également les énergies qu'il lui restitue transformées : sa disparition ne peut donc rien retirer au cycle d'ensemble. La mort physique de Lénine ne signifie nullement la fin de cette fonction si, comme nous l'avons démontré, le matériel qu'il a élaboré reste l'aliment vital de la classe et du parti. Dans ce sens rigoureusement scientifique, et toutes idées mystiques ou exagérations littéraires mises à part, nous pouvons parler d'immortalité, une immortalité qui, en raison même de la place particulière de Lénine dans l'histoire et de la tâche qu'il y a accomplie dépasse largement celle de tous les héros mystiques ou littéraires traditionnels.

Nous ne voyons pas dans la mort la fin d'une vie cérébrale qui a ses fondements dans la collectivité et non dans la personne, mais un fait purement physique, scientifiquement définissable. Bien sûr, les fonctions du cerveau s'arrêtent pour toujours avec la mort, et nous ne croyons pas que la pensée d'un Lénine désincarné plane sur nos assemblées. L'autopsie a montré comment il est mort, par un durcissement progressif des vaisseaux cérébraux soumis à une pression excessive et incessante. Certains mécanismes de très haute puissance ont une vie mécanique brève : leur effort exceptionnel

entraîne leur précoce inutilisation. Mais pour nous la certitude que cette puissante et admirable machine est arrêtée pour toujours s'accompagne de la conviction que sa fonction se perpétue dans la fonction des organismes de lutte dont il fut un des premiers dirigeants.

Ce qui a tué Lénine est le processus physiologique déterminé par le travail titanique auquel il accepta de s'astreindre dans les années suprêmes de la révolution, et auquel il devait s'astreindre car la collectivité l'exigeait et qu'il ne pouvait en aller autrement. Avant que les résistances opposées par l'ennemi à l'œuvre révolutionnaire viennent à bout de ce magnifique instrument, il avait déjà frappé les coups décisifs.

Lénine lui-même a écrit que la lutte n'est pas terminée même après la victoire politique, et qu'une fois la bourgeoisie abattue, nous ne pouvons pas nous débarrasser immédiatement de son cadavre : celui-ci se décompose parmi nous, infectant l'air que nous respirons de ses miasmes pestilentiels. Ces produits vénéreux ont eu raison du meilleur artisan de la révolution. Il fallait fournir un travail énorme pour repousser les interventions militaires et politiques de la réaction mondiale et les menées des sectes contre-révolutionnaires, pour briser la terrible étreinte du blocus capitaliste fauteur de disette, et Lénine ne put pas ménager son organisme. A cela, il faut ajouter les coups de revolver de la socialiste-révolutionnaire Dora Kaplan qui ont certainement contribué à abrégé sa vie. Nous efforçant de rester à la hauteur de l'objectivité marxiste, nous ne pouvons expliquer que par un phénomène semblable de pathologie sociale certaines attitudes tellement insensées et insultantes qu'elles seraient autrement incompréhensibles. Nous faisons ici allusion à celle des anarchistes italiens qui ont commenté la disparition du plus grand lutteur de la classe révolutionnaire sous le titre : *Deuil ou fête ?* Ces gens-là appartiennent eux aussi à un passé qui doit disparaître : le futurisme paranoïaque qui les caractérise a toujours été une des manifestations des grandes crises historiques. Lénine a fait le sacrifice de lui-même pour lutter contre ces survivances dont il était entouré jusque dans la triple forteresse de la révolution victorieuse. La lutte sera encore longue, mais finalement le prolétariat vaincra, se dressant de toute sa hauteur au-dessus des exhalaisons immondes d'une société de désordre et de servitude dont il anéantira jusqu'au souvenir.

Notre perspective d'avenir.

Au moment où Lénine disparaît, une question se pose, et nous ne l'esquiverons certes pas. La grande prévision de Lénine n'aurait-elle pas fait faillite ? La crise révolutionnaire que nous avons attendue avec lui n'est-elle pas renvoyée, et pour combien de temps ?

Ce n'est pas la première fois que nous entendons nos adversaires nous objecter le démenti des prévisions « catastrophiques » de nos maîtres par les faits, et les opportunistes énumèrent avec une complaisance particulière toutes les occasions où Marx a attendu la révolution sans qu'elle vienne.

En 1847, 49, 50, 62 et 72, Marx a en effet répété sa conviction que la crise économique-politique du capitalisme aboutirait à la révolution sociale.

Les opportunistes le rappellent en extrayant au petit bonheur des citations plus ou moins exactes de l'ensemble complexe d'œuvres théoriques qui constituent le marxisme ; cependant, ce sont les mêmes gens qui voudraient nous présenter Marx comme un réformiste et un pacifiste ; ils ne sauraient naturellement pas dire comment cela peut bien se concilier avec sa précipitation et son impatience à annoncer des catastrophes apocalyptiques.

Mais revenons-en à la perspective révolutionnaire. Si nous considérons l'activité d'un parti marxiste dans son aspect purement théorique, c'est-à-dire comme étude de la situation et de ses développements, nous devons admettre qu'à condition d'avoir atteint son maximum de précision, on devrait pouvoir mesurer en gros les délais qui nous séparent de la crise révolutionnaire finale. Mais tout d'abord, les conclusions de la critique marxiste s'élaborent à mesure que le prolétariat se constitue en classe et devient plus conscient. Ensuite, notre méthode ne prétend pas formuler des prophéties infaillibles. Elle n'est qu'une application intelligente du déterminisme, et tout ce qu'elle peut faire, c'est d'énoncer les prémisses qui conditionnent une thèse donnée. Il ne nous intéresse pas tellement de savoir *ce qui* arrivera, mais plutôt *comment* arrivera un certain processus dans certaines conditions, et comment il sera modifié, si ces conditions changent. L'affirmation fondamentale de Marx et de Lénine est que le capitalisme moderne crée lui-même les conditions nécessaires de la révolution prolétarienne. Les faits ne l'ont jamais démentie, et nous continuons à la revendiquer. Quand la révolution arrivera, ce ne pourra être que selon un certain processus dont la critique d'une vaste expérience passée nous permet d'indiquer les grandes lignes.

Si nous voulions revenir ici sur la question de savoir comment l'action du parti prolétarien peut accélérer la marche des événements, il ne nous serait pas difficile de répondre. Le parti doit se préparer à savoir se comporter dans les éventualités les plus diverses. Mais il est lui-même une donnée empirique de l'histoire, et non pas le gardien d'une vérité absolue à l'existence de laquelle nous ne croyons pas. Il a donc intérêt non seulement à « savoir » qu'il devra agir de telle et telle façon, être prêt à telles et telles tâches quand la révolution arrivera, mais à « croire » qu'elle viendra le plus tôt possible. L'action du parti doit être intimement pénétrée de son but, la révolution totale, et ceci longtemps à l'avance ; il est donc utile que la prévision devance quelque peu les événements, à condition naturellement de ne pas commettre d'erreurs grossières dans l'appréciation des rapports de force immédiats.

L'histoire nous montre une chose : ceux qui n'ont pas cru aux révolutions ne les ont jamais faites ; ceux qui les ont souvent attendues comme imminentes les ont souvent — sinon toujours — vues se réaliser. Cetes, notre mouvement serait bien le dernier à présenter le but final comme un mythe déterminant l'action (7). Mais on peut parfaitement être marxiste et considérer objectivement que l'exagération des probabilités révolutionnaires peut, dans certaines conditions adéquates, jouer un rôle utile dans la formation de la psychologie des masses et aussi des chefs.

(7) C'est au contraire un des aspects de la déviation sorélienne du marxisme.

Cela ne signifie pas du tout que le chef communiste doit affirmer que la révolution est imminente même quand il la sait impossible. Bien au contraire, il faut éviter une démagogie aussi dangereuse, et surtout mettre en lumière les difficultés du problème révolutionnaire. Mais dans un certain sens, il est bon que la perspective de la révolution soit ravivée dans l'idéologie du parti et des masses, comme dans l'esprit des chefs par un rapprochement dans le temps.

Marx vécut dans l'attente de la révolution, ce qui le met à jamais au-dessus des injures du révisionnisme. Après 1905, alors que les menchéviks désespéraient de la révolution prolétarienne, Lénine l'attendait pour 1906. Lénine s'est trompé, mais qu'est-ce qui est le plus important pour les travailleurs : cette erreur qui non seulement n'a amené aucun désastre stratégique, mais a assuré l'indépendance du parti révolutionnaire ? Ou pas plutôt le fait que quand la révolution est venue, en retard si on veut, Lénine a su se mettre à sa tête, tandis que les menchéviks passaient honteusement à l'ennemi ?

Ce n'est ni une ni plusieurs erreurs de ce genre qui peuvent diminuer la figure de Marx, et à plus forte raison celle de Lénine qui a réellement fait « goûter » à la bourgeoisie ce qu'est une révolution. Libre aux anarchistes et aux socialistes de protester « que ce n'était pas une révolution » : cela ne sert qu'à les couvrir de ridicule même aux yeux du plus simple ouvrier.

La prévision de la date de la révolution n'a qu'une valeur secondaire. Ce n'est qu'un postulat nécessaire à la propagande et à l'agitation, une de ces hypothèses partiellement arbitraires qui s'imposent à toute armée en lutte puisque dans la préparation des plans, il faut bien supposer à l'avance les mouvements de l'adversaire et d'autres circonstances indépendantes de la volonté des chefs.

Voulons-nous cependant savoir les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui devant nous ? Les communistes du monde entier revendiquent la thèse de Lénine : la guerre mondiale a ouvert la crise révolutionnaire « finale » du monde capitaliste. Il y a peut-être eu des erreurs secondaires sur sa rapidité et sur la promptitude du prolétariat à en profiter. Mais l'essentiel de la thèse reste debout, car les faits sur lesquels elle s'appuie subsistent.

Il est possible que nous traversions une phase de dépression de l'activité révolutionnaire non tant en raison d'une stabilisation de l'ordre capitaliste que d'une diminution de la combativité ouvrière ou d'insuccès dans la lutte. Or justement parce que cela ne dément pas les appréciations essentielles de Lénine, cela nous expose au danger d'une phase d'activité opportuniste.

Au début de *L'état et la révolution*, Lénine dit qu'il est fatal que les grands révolutionnaires soient falsifiés comme le furent Marx et ses meilleurs successeurs. Lénine lui-même échappera-t-il à ce sort ? Certainement pas. Certes la tentative trouvera moins d'écho dans le prolétariat : instinctivement, celui-ci verra toujours dans le nom de Lénine une généreuse incitation à combattre, et non pas un symbole de doute et de défiance. Cependant nous voyons déjà tous les bourgeois du monde se consoler de l'effroi que leur cause la solidité du régime soviétique (dont le deuil de plus de cent millions d'hommes à l'annonce de sa mort et des manifestations sans précédents dans l'histoire les ont obligés finalement à s'apercevoir) en décrivant un Lénine différent de ses idées, de sa cause, de son drapeau ; un Lénine vainqueur parce qu'il aurait su reculer sur une partie du front et abandonner des parties essentielles de son pro-

gramme. Nous repoussons ces compliments trompeurs ; loin de croire à la sincérité des hommages venant du camp de la classe ennemie, nous n'y voyons qu'un nouvel aspect des efforts de celle-ci pour mieux venir à bout de l'idéologie du prolétariat. Autour du cercueil de Lénine s'unissent la ferveur de millions de prolétaires et la haine souvent inavouée de la canaille capitaliste à laquelle il fit sentir dans le vif de sa chair l'aiguillon de la révolution, la pointe implacable qui cherche le centre vital et qui le trouve.

Cette attitude hypocrite de la bourgeoisie est certainement le prélude d'autres falsifications, provenant, elles, de sectes politiques plus ou moins proches de nous, que les militants de demain ont le devoir de combattre ; et s'ils ne peuvent le faire avec le même génie que Lénine défendant les maîtres du marxisme contre les falsificateurs que ce soit au moins avec la même décision.

Nous ne pouvons examiner ici la situation mondiale actuelle, ni même en tracer une esquisse. Dans plusieurs pays où prévalent des formes politiques de type fasciste, nous sommes en présence d'un recul des forces prolétariennes ; mais nous n'avons pas la naïveté d'opposer à ces pays ceux où la gauche bourgeoisie et la social-démocratie, avec les divers Macdonald et Vandervelde nationaux, se préparent à de nouveaux exploits. L'offensive capitaliste a été et reste un fait international ; elle tente d'unifier toutes les forces anti-prolétariennes pour faire politiquement et militairement face aux menaces révolutionnaires et pour abaisser le niveau de vie des travailleurs au-delà de toute mesure.

Dans les grandes lignes, la bourgeoisie tente de combler la brèche que la guerre a faite dans la masse des richesses en diminuant la rétribution du travail. Mais le succès même de l'offensive bourgeoise dans certains pays et ses effets sur l'économie mondiale nous confirment que la perturbation du système bourgeois est irréparable. Les reprises apparentes et les expédients auxquels on a recours ne conduisent qu'à de nouvelles difficultés et à des contradictions insurmontables. Tous les pays du monde vont vers une nouvelle dépression économique (8). Pour nous limiter à un seul exemple, nous assistons à une désagrégation de la puissance financière de la France, rempart de la réaction internationale, qui a été provoquée par la crise des réparations. On ne peut pas dire par contre, que la situation de l'économie italienne s'améliore. Même si la propagande stupide qui l'affirme était vraie cela ne modifierait d'ailleurs pas le tableau général. Mais tout le monde sait bien qu'en Italie, les classes supérieures elles-mêmes traversent une période de malaise économique qui s'aggrave chaque jour. Plus que nulle part ailleurs, l'appareil d'Etat s'efforce de rejeter tout le poids de la crise sur les classes travailleuses, pour sauver les grands profiteurs de l'industrie et de l'agriculture de ses effets.

La contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inévitabilité de la révolution, dont les classes dominantes elles-mêmes ont pris conscience. Une des supériorités de la doctrine marxiste réside dans le fait que les classes adverses elles-mêmes ne peuvent pas ne pas en ressentir la justesse, et qu'elles agissent en conséquence, tout en répandant des doctrines contrefaites

(8) Cette prévision s'est vérifiée cinq ans plus tard avec la grande crise mondiale de 1929.

à l'usage des foules et en tentant continuellement des restaurations idéologiques contre le marxisme. Pour échapper aux catastrophes que les théoriciens du prolétariat lui prédisaient, la bourgeoisie a combiné la méthode de la contre-attaque ouverte et des expéditions punitives à celle de la collaboration économique et politique dont démocrates et sociaux-démocrates ont été et seront encore les porte-drapeaux. Cela démontre que toutes les ressources sont désormais mises en œuvre pour la réaction et que bientôt le capitalisme n'aura plus rien à opposer à la fatale menace d'écroulement, même s'il préfère voir toute la vie sociale se désagréger, en même temps que le régime bourgeois, plutôt que de se résigner à la victoire de la révolution.

Nous ne pouvons dire ni quel sera le développement ultérieur, ni comment il se répercutera sur la formation des phalanges de lutte du prolétariat aujourd'hui en butte aux violences et aux tentatives de séduction de l'adversaire. Mais toute notre expérience, toute la doctrine de classe édiflée sur elle et l'immense contribution de Lénine à cette œuvre nous amènent à conclure que nous n'assisterons pas à une stabilisation durable du capitalisme privé et de la domination bourgeoise. Au travers de secousses continues, nous arriverons, mais nous ne savons pas quand, au dénouement que la théorie marxiste prévoit et dont la révolution russe nous a donné un exemple.

Il se peut que Lénine n'ait pas bien calculé les délais qui nous séparent de cette issue historique. Nous n'en avons pas moins le droit de soutenir (et les arguments ne manquent pas) que dans sa marche tourmentée, l'histoire de demain « passera par Lénine », c'est-à-dire reparcourra les phases révolutionnaires prévues dans la perspective marxiste que Lénine a restaurée en théorie et confirmée en pratique.

Telle est la position inébranlable que nous prendrons face à n'importe quelle victoire momentanée des forces adverses, à n'importe quelle tentative détournée de révision qui pourrait se produire demain.

Les armes théoriques, politiques et organisatives que Lénine nous lègue ont déjà fait leurs preuves dans la lutte et dans la victoire. Elles sont fortement trempées et avec elles, on peut défendre l'œuvre de Lénine.

Celle-ci nous montre clairement notre tâche. En suivant l'exemple admirable de Lénine nous montrerons à notre tour, nous prolétariat communiste du monde, que les révolutionnaires savent tout oser au moment suprême tout comme, dans les veilles de tourment, ils savent attendre sans trahir, sans hésiter, sans douter, sans désertier ni abandonner un instant l'œuvre grandiose : la démolition du monstrueux édifice de l'oppression bourgeoise.

LES STALINIENS

et LA RELIGION ⁽¹⁾

On sait quelle place est faite en U.R.S.S. à l'Eglise Orthodoxe. Séparée de l'Etat après la Révolution d'Octobre, elle tend forcément avec la dégénérescence du pouvoir prolétarien à mettre à profit sa « liberté », comme on l'a vu ailleurs, pour conquérir de nouvelles positions dans la société et se rajeunir. Mais elle n'en reste pas moins, dans la pure tradition tsariste, l'humble servante de l'Etat. C'est pourquoi celui-ci ne manque jamais de distribuer une généreuse manne à faire pâlir nos laïques communistes français pour la construction de ses églises, l'entretien de ses papes et de ses séminaires.

Cela nous le savons, car on nous a habitués depuis longtemps à voir dans les brochures, les livres de propagande et autres images d'Epinal du « pays du socialisme » combien l'Eglise y est libre de prêcher et combien est grande de l'autre côté du rideau de fer la liberté d'opinion religieuse, sinon politique. Ce qui ne veut pas dire, naturellement, que les communistes doivent proclamer l'abolition violente de la religion comme le voulaient les blanquistes de la Commune ou comme essaya de le faire Bismarck. De telles méthodes vont à l'encontre du but qu'elles visent en renforçant l'opposition religieuse dans un Etat que le capitalisme contribue lui-même à laïciser. De fait, en U.R.S.S., après une politique de Kulturkampf qui a dû avouer sa faiblesse, il a fallu, à la faveur de la dernière guerre, passer à une politique de compromis avec l'Eglise Orthodoxe qui se trouva chargée de canaliser la foi religieuse dans le bon sens patriotique.

Aussi pourrait-on se demander pourquoi les brochures d'agitateurs sont pleines de phrases comme celle-ci : « Dans la conservation des survivances religieuses dans la conscience des Soviétiques, le camp capitaliste joue un rôle énorme. L'influence idéologique de ce camp est déterminée avant tout par le fait même de son existence et ensuite par ses actions hostiles contre l'U.R.S.S. et tous les pays du camp socialiste » (Erychev p. 59). Pourquoi s'étonner ainsi de l'action nocive du « camp capitaliste », alors que chez soi « le principe de la liberté de conscience est rigoureusement respecté » (Cogniot p. 61) ?

Quand bien même l'U.R.S.S. serait pure de tout obscurantisme, quand bien même elle marcherait vers le communisme, sait-on ce qu'il en coûte de fréquenter le diable ? Mais les pontifes du socialisme russe n'ont plus rien à perdre ni à apprendre. Depuis longtemps ils se sont initiés aux rites et aux messes noires du Capital ; et ce n'est pas nous qui les pleurerons quand

(1) G. Cogniot : « La religion et la science ». Ed. Soc., 1960. Erychev : « Le sectarisme religieux et son essence. » Kiev, 1959. (Cette brochure est consacrée à la lutte contre les sectes en Ukraine.)

ils iront en enfer ! Reste la propagande. C'est qu'il faut bien entretenir l'espoir, exorciser le diable et se signer pieusement en sa présence. Mais la tâche des prédicateurs est toujours plus difficile, les marchands sont dans le Temple et les sermons toujours moins écoutés. Miser d'un côté sur le triomphe des « idées du socialisme » dans leur combat singulier avec la conscience du petit bourgeois d'Occident ; parler de l'autre des difficultés qu'il y a en U.R.S.S. à « extirper de la conscience des gens les survivances du capitalisme », tel est l'art nouveau de faire tourner les tables... diplomatiques en invoquant l'esprit omniprésent du capitalisme, nous voulons dire l'argent, l'argent qui circule dans les marchandises, qui trahit les plus belles (ou les plus hypocrites) pensées.

Quel esprit logique pourra croire que les « idées du socialisme » triompheront « d'elles-mêmes » dans la « conscience des gens » non seulement abrutis par la propagande, mais encore esclaves du Capital, alors que dans le « pays du socialisme », après quarante ans de prétendue dictature du prolétariat, l'esprit bourgeois n'apparaît pas seulement comme survivance du passé, mais se manifeste dans toute sa vitalité nouvelle alimentée par la structure capitaliste des rapports de production.

Quel marxiste enfin pourra négliger que ce n'est pas la conscience qui détermine l'être, mais l'être qui détermine la conscience ; et ce même sous le communisme, même si les conditions de la lutte entre les deux « camps » ont, paraît-il, changé.

Le trait caractéristique de la brochure d'Erychev comme de toutes les autres du même genre c'est de ne pas aborder les causes sociales et économiques du « mal », de se limiter à la pure propagande d'idées sur « la structure de l'univers, l'origine de la vie et de l'homme sur terre, les progrès dans le domaine de l'astronomie, de la biologie, de la physiologie, de la physique, de la chimie et autres sciences »... Parfois on se place sur le terrain de l'adversaire et l'on s'efforce de démontrer les « contradictions internes » de la Bible, mais : « sous ce rapport les sectaires sont plus éduqués que les orthodoxes, c'est pourquoi le propagandiste doit savoir expliquer les causes des contradictions de la Bible, le caractère non scientifique des conceptions bibliques ». Krouchtchev n'était-il pas premier en catéchisme ? Ainsi l'on reprendra les travaux de la science bourgeoise sur l'historicité de la Bible, du Christ, etc. Mais qu'est-ce que cela peut nous faire à nous, marxistes, que le Christ ait existé ou non ? Par contre, il est très important d'armer la conscience de l'exploité contre tout retour de la foi inscrit dans la réalité quotidienne de son oppression. Aussi ces « connaissances positives » ne suffisent-elles pas, de même qu'il n'a pas suffi à la bourgeoisie de nier Dieu pour s'en débarrasser à tout jamais. Dès lors la lutte contre la religion ressemble toujours plus à celle des bourgeois de la Révolution française ; toujours plus hypocrite, toujours plus vaine (car aujourd'hui l'on ménage les « chrétiens de gauche »), elle se défend même de toute violence. Cogniot exprime bien cet illuminisme bourgeois : « les partis marxistes-léninistes de tous les pays considèrent la lutte anti-religieuse comme une lutte d'idées contre une conception hostile à la science et au progrès, et ils soutiennent cette lutte uniquement par les moyens intellectuels » (p. 61). Si l'on comprend bien ce que signifie « uniquement », il s'ensuit que toute phrase sur la « liaison » de la lutte anti-religieuse avec la lutte de classe devenue « pratique sociale qui tend à

extirper les racines réelles de la religion » doit être tenue pour une répétition mécanique, de pure forme de quelque chose qui ne ressemble même plus à la position marxiste sur la question. Si, en effet, la « pratique sociale » demande de s'unir avec les « chrétiens de gauche », on trouvera toujours un terrain commun avec eux. Mais, comme ladite « pratique sociale » est un véritable compromis idéologique avec la plus pieuse défense du Capital, comme la juste sanction de ce compromis réside dans l'offensive de la hiérarchie ecclésiastique (offensive pas seulement idéologique, celle-là), nos communistes cocufiés essaieront de se refaire une virginité idéologique en criant au cléricalisme. Ainsi, dans la question religieuse ils reprennent les vieilles positions du radicalisme. Au lieu de faire de la religion une « affaire privée » par rapport à l'État bourgeois, ils en font une « affaire privée » pour le prolétariat qui est le plus généralement intéressé à l'intégrité révolutionnaire de ses principes et de son action. D'autre part, après avoir escamoté la question religieuse comme question politique pour le parti de classe, ils en font précisément une question politique pour l'État bourgeois donnant par là la pire des déviations aux prolétaires révolutionnaires dont Engels disait : « l'athéisme a fait son temps chez eux, il est dépassé ; ce terme purement négatif ne s'applique plus à eux, car ils ne sont plus en opposition théorique, mais seulement pratique avec la croyance en Dieu ; ils en ont *tout simplement fini avec Dieu*, ils vivent et pensent dans le monde réel et sont donc matérialistes ». (Voir K. Marx et F. Engels : Sur la religion. Ed. Soc. 1960. P. 143).

Il ne faut pas croire qu'en U.R.S.S. la « pratique sociale » soit bien différente. Là aussi on lutte contre la religion au nom de la « science » et du « progrès » (entendons science technique et progrès bourgeois). Un certain progrès demandant la mise au service de l'État des énergies et des cerveaux, cette lutte fut partout nécessaire et c'est celle du Capital pour sa domination. Pourtant, en U.R.S.S. comme ailleurs, la religion a « survécu », ce qui ne veut pas dire qu'elle *ne devrait plus exister* (ceci étant vrai si l'on considère l'état actuel des connaissances humaines, et faux si l'on considère les rapports de production), mais qu'elle *existe encore*, qu'elle coexiste avec l'exploitation du travail salarié comme sa marque indélébile dans la « conscience des gens ».

Lénine soulignait qu'en Russie, dans le domaine religieux comme dans les autres, la bourgeoisie n'a pas su faire œuvre destructrice et que ce serait donc la tâche du prolétariat de répandre les lumières des Encyclopédistes, des Bruno Bauer et des Feuerbach ; tâche bourgeoise, certes, mais qui avait la chance d'être complétée par l'action révolutionnaire du prolétariat. Le prolétariat vaincu, on est retombé aux savants professeurs qui regardent de haut les Encyclopédistes pour trahir le marxisme on ne peut plus bassement. Finis les Robespierre, on a tout juste singé Bismarck et dans le culte nouveau l'Être Suprême avait des moustaches...

La brochure russe que nous avons sous les yeux rappelle, elle aussi pour mieux s'en débarrasser, la position marxiste qui veut que la lutte anti-religieuse soit strictement liée à la lutte du prolétariat pour sa libération de toute exploitation ; mais il est évident qu'une telle position ne saurait être valable pour un pays socialiste où il n'est plus question que d'arracher de la conscience des gens les « survivances du passé » ! Par contre la « pratique sociale » reprend ses droits politiques quand il s'agit d'accuser les « impé-

rialistes occidentaux » de tous les maux de la société russe, et encore ces maux sont si profonds qu'il faut en assortir la critique de déclaration de tolérance ! Ainsi Krouchtchev avouait, le 22 janvier 1958, à la conférence des travailleurs d'élite (!) de l'agriculture de Biélorussie : « Nous sommes pour la liberté d'opinion religieuse des gens et le respect des conceptions religieuses de chaque homme, de chaque peuple. (2) Mais en même temps nous défendons que quiconque sous couvert de convictions religieuses, puisse tuer des gens ou utiliser la foi en Dieu pour nuire aux autres peuples ».

Donc, si la « pratique sociale » pouvait utiliser la religion pour le bien du peuple tout serait pour le mieux dans le plus socialiste des pays ! D'ailleurs à la lumière de la coexistence pacifique, le spectre de l'ogre yankee a perdu une bonne part de ses vertus magiques. L'auteur de notre brochure l'évoque tout juste pour mémoire, à l'usage des sectaires de la lutte anti-religieuse. Il semble de plus fort bien averti sur le compte des sectes qui, paraît-il, travaillent pour les Américains. Leur nom, leur importance sont données en fin d'analyse, et elles sont reconnues insignifiantes par rapport aux sectes indigènes « enregistrées ». Encore des espions qui ne font pas le poids !

Qui sont donc ces sectaires à qui l'aliénation religieuse de l'Eglise Orthodoxe, pourtant fort répandue, n'a pas suffi ? D'où viennent-ils, ainsi que les bandes de hooligans, dont le nom synonyme de blousons noirs ou de teddy-boys est en passe de devenir aussi connu que celui des sputniks ? Cela la brochure du propagandiste philistin ne le dira pas. Elle se contentera d'accuser en bloc d'ivrognerie et de débauche ; elle accusera l'homme pour blanchir la société ; ou mieux, elle consacrera sa propagande à la pieuse pensée d'attirer ces gens à la construction de la société communiste. Et l'on comprend facilement que des sectes qui s'en tiennent à chanter des hymnes comme « Ma patrie est dans les cieux » soient jugées nuisibles à l'édification de la Jérusalem socialiste ! Aussi nous contera-t-on l'histoire d'une conversion après un stage à la bibliothèque du kolkhoze à nous qui savons que le salut n'est pas plus dans la bibliothèque qu'à l'église ou à l'hôpital, mais dans la société réelle et les rapports de production que le communisme est appelé à révolutionner.

Ainsi l'agitation anti-religieuse, comme d'ailleurs toute l'agitation du pseudo-communisme moscovite, en est toujours plus réduite à la pure propagande idéologique dont l'efficacité est toujours plus aléatoire. D'autant que la lutte n'est pas facile. L'agitateur s'entendra dire que « le Christ fut le premier communiste », ce qui « prouve avant tout que les idées du communisme dans notre pays sont proches non seulement de la majorité écrasante des Soviétiques qui sont libres de toute survivance religieuse, mais des croyants eux-mêmes, des sectaires ordinaires ». (!!!) (Erychev p. 46). Autre difficulté : les sectaires ne vont pas volontiers aux « conférences anti-religieuses », ils sont méfiants ; aussi « la méthode de la conversation et du travail individuels est-elle essentielle dans la lutte contre l'idéologie sectaire ».

(2) « Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse, ne firent que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine du savoir. » (Marx : Manifeste du Parti Communiste.)

(Erychev p. 60.) Les communistes doivent donc frapper à toutes les portes, étudier tous les « cas particuliers », secourir toutes les consciences. De vrais missionnaires !

On sait comment le P. C. mène sa lutte anti-religieuse en France : une main tendue vers les catholiques, l'autre dans la poche... Sans doute faut-il se réserver quelque chose à faire pour le cas où l'on « accèderait » au pouvoir ! De toutes façons nul n'est près d'oublier le brillant tour de France de M. Garaudy sur le thème « morale marxiste, morale chrétienne » qui restera un grand moment dans l'histoire de l'éloquence sacrée. C'est en effet sur le « problème moral » que le P.C. s'est efforcé de rassembler les brebis égarées. Ici l'on joue en sens inverse sur les contradictions de la Bible et du christianisme. Pour établir le « dialogue » on met en avant les angoisses et les contradictions de la « conscience malheureuse » faisant appel à son inconsistance. Cette morale de l'esclave, on essaie de lui redonner l'espoir qu'elle a cent fois perdu de servir à autre chose qu'à la conservation de l'ordre établi. Cela, c'est pour l'Occident pourri où la « morale marxiste » ne peut être qu'un sujet de rencontres avec les chrétiens ou un pur discours de Jésuite. En U.R.S.S., où « l'homme communiste » a droit à une morale nouvelle fondée sur la « science » et le « travail »... il en va autrement. Notre propagandiste de la lutte anti-religieuse se plaint du fait que les sectes (et sans doute aussi l'église officielle dans la tradition plus ou moins reconnue des Dostoïevski, Tolstoï, etc.) ne mettent plus au premier plan de leur prédication les dogmes religieux sur la création, mais plutôt la morale. Il voit là, et s'en félicite, une influence de la science, des spoutniks oubliant que de tout temps les sectaires, comme nos modernes « chrétiens de gauche », n'ont jamais fait que détruire « la foi en l'autorité » pour renforcer dans l'homme « l'autorité de la foi » ; oubliant aussi de maudire les spoutniks pour avoir exploré au profit de la morale et de la foi les espaces impénétrables du cœur de l'homme aliéné.

Il ne faudrait surtout pas croire que les Russes s'en prennent à la morale des sectaires comme à la forme la plus raffinée et la plus réactionnaire de la mentalité religieuse, alors que les communistes français ont délibérément choisi d'évangéliser les plus pauvres en esprit. En fait, pour l'U.R.S.S. où la foi trouve de nouvelles adaptations sur le mode ancien de sa servilité, la morale « sectaire » et la morale en général (quand elle ne tombe pas dans le moralisme) sont un miroir compromettant où les rites sociaux risquent fort de perdre toute leur solennité :

« Les sectaires considèrent que seulement sur la base de la morale évangélique il est possible d'éviter des vices comme l'ivrognerie, le banditisme, la débauche, etc. » Et notre propagandiste d'ajouter :

« Mais est-ce que la morale communiste ne prescrit pas aux gens de vivre aussi selon la justice et la conscience ? (3) Est-ce que la morale communiste ne lutte pas pour que notre peuple soit libéré de survivances du capitalisme aussi nuisibles que l'ivrognerie, la débauche, le vol, la malhon-

(3) « Le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit tout le développement historique antérieur. » Marx : Manifeste du Parti Communiste.

nêteté... ? » C'est clair, lutte idéologique signifie compétition pour savoir auprès de qui iront se confesser les exploités. Le plan septennal se charge du reste ! D'ailleurs, une fois éliminés les « dogmes sur la création » (tâche dont la science s'est fort bien acquittée) et quelques aspects voyants, économiques de l'exploitation de l'Eglise (ce que le « socialisme » russe a bien dû faire), après quelques accommodements dans le domaine des principes, morale pour morale, et puisque nous allons tous vers le paradis (qu'il soit sur la terre ou dans les cieux importe peu car nul ne le verra), pourquoi ne pas faire ensemble un bon bout de chemin ? Que les Staliniens de France se rassurent, ils restent donc dans la ligne. La seule différence, c'est qu'eux (si l'on peut dire) la suivent de plein gré et les Russes de force. C'est ça la liberté !

Quant à la morale du « travail qui ennoblit l'homme » et la morale chrétienne de l'esclave, nous, marxistes, nous les avons toujours dénoncées comme identiques, car le salariat, c'est l'esclavage. Nous n'en voulons pour preuve que cette adaptation et cette reconnaissance officielle de l'Eglise Orthodoxe en U.R.S.S., adaptation qui est une pure et simple collaboration aux tâches de l'Etat industrialiste et à sa propagande. Erychev s'exprime non sans inquiétudes sur ces ressemblances : « Maintenant, par exemple, les sectaires ne parlent plus comme dans la Bible de la nécessité de travailler pour les maîtres, mais appellent les croyants à donner leur travail « pour le bien de la patrie, pour la cause de la paix et de la prospérité, pour le salut de leur âme ». « En substance, — écrit le *Bulletin Fraternel* des Baptistes —, tout travail véritable est religieux et il n'est pas de religion qui le réprouverait. Travailler, c'est prier... Un jour viendra où l'homme ne désirant pas travailler ne pourra plus se montrer dans les limites de notre système solaire et devra chercher une autre planète, « paresseuse ». Le travail, c'est la vocation terrestre de l'homme » (p. 53-54).

Passons maintenant à la « science » !

Dans sa dernière brochure Cogniot s'attarde à rejeter « la coexistence pacifique de la science et de la religion » (p. 43). Nous avons là tous les arguments de l'apologie bourgeoise de la science et sa critique de la religion, depuis le long martyrologue de l'Inquisition jusqu'aux boutades voltairiennes sur la création du nez « pour servir de support aux lunettes » ; mais vraiment l'esprit voltairien n'y est plus. On ne s'amuse pas impunément aujourd'hui à collectionner les histoires de vieilles femmes, même « puisées dans l'Allemagne d'Adenauer », pour éclairer les naïfs. Et finalement il faut bien reconnaître que l'on a enfoncé une porte ouverte puisque même un « théologien protestant d'Amérique » en vient à déclarer : « la rupture entre la science et la religion est l'une des particularités caractéristiques de notre civilisation » (p. 37). Pourtant ce pédantisme héroïcomique de professeur raté n'est pas tout. On se mêle encore de propager les « enseignements du marxisme-léninisme », et alors la brochure de Cogniot ressemble beaucoup plus au livre d'apologétique du chanoine Kir avec la différence que celui-ci sait encore de quoi il parle.

Après avoir fait l'éloge des « Soviétiques » et surtout de la science en général, la science qui « raisonne sur les faits », il faut bien en venir au marxisme. La religion ? « Il ne pouvait en être autrement dans ces temps lointains où les forces productives se trouvaient au niveau le plus bas »

(p. 12). Pour les apologistes de l'Etat super-productif, tout, la religion comme le communisme, est fonction du niveau des forces productives, d'une toujours plus grande accumulation du Capital ; et lorsqu'ils citent Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de différentes façons, mais il s'agit de le *transformer* », ils ne peuvent s'empêcher d'ajouter avec Cogniot : « dans la mesure où la science *transforme* le monde — le monde de la nature et le monde social — elle fait la preuve de la vérité de ses conclusions »... (p. 9). C'est là que l'éloge de la science « fait la preuve » de la servilité de M. Cogniot à l'Etat bourgeois. « Interpréter » en termes de transformisme social et de progrès un des plus grands appel à la Révolution communiste contre le Capital et toutes les idéologies à son service, y compris la science, ce n'est pas seulement avoir tout oublié, c'est avoir trahi !

Si Cogniot essaie de nous montrer la « grandeur » de la science bourgeoise, Erychev en laisse sentir la faiblesse. Les spoutniks n'ont pas eu raison des vieux croyants. En fait, Cogniot et Erychev sont comme sur un bateau en perdition et se précipitent tantôt à droite, tantôt à gauche pour tâcher de le sauver. Mais il n'appartient ni à l'un ni à l'autre de prononcer l'éloge de la science ou la condamnation de la religion. Si la science, malgré l'ampleur de ses résultats, n'a pas réussi à déloger de la « conscience des gens » « les survivances de la religion », c'est que l'une et l'autre ne sont que les produits de mêmes rapports de production, c'est que l'une est compatible avec l'autre dans une société donnée, c'est enfin que la science pourra servir de religion jusqu'au jour où cette société sera renversée. De plus, cette divinité de la science qui est le signe de son immense servitude exprime bien le degré actuel de l'aliénation de l'homme et de son exploitation, car ce ne sont plus les fantasmes de son imagination qu'il met sur l'autel du Capital, mais la substance même de son travail créateur, la dignité même de l'espèce : son cerveau.



Les illuministes bourgeois, comme les staliniens aiment répéter : « Ne soyez pas esclaves du ciel, si vous voulez être libres sur la terre. » L'exemple de la société bourgeoise, y compris de la russe, a renversé l'axiome : « Soyez libres sur la terre, si vous ne voulez pas être esclaves du ciel ». Et nous, nous avons dit : seule la RÉVOLUTION PROLETARIENNE libèrera la société de son exploitation par le Capital et l'homme de la religion et la science de sa servitude.

LE COMMUNISME ET LES PARTIS ALGÉRIENS (suite)

Dans la première partie de cet article, parue dans le N° 11, nous avons étudié l'histoire de l'Algérie, de la conquête française à 1935. Rappelant les positions classiques du marxisme sur la question nationale et coloniale, nous avons montré comment, dès 1920, le Parti communiste français trahit le programme de double révolution défini par l'Internationale Communiste ; subordonnant l'action des masses indigènes à celle de la métropole, il les détourne de l'action directe et propage le démocratism parlementaire. Il devient de plus en plus ouvertement un instrument de l'impérialisme français, et c'est à l'époque du Front Populaire, à laquelle nous arrivons maintenant, que ce rôle apparaît avec le plus d'évidence.

De 1934 à 1939 : Recul devant l'antifascisme.

C'est sur le plan électoral que les communistes vont entamer la collaboration avec les élus indigènes ». Ils renient pour cela leur position d'hier sur le « projet Viollette » qui accorde le droit de vote aux élections parlementaires françaises à quelque 20.000 indigènes (anciens soldats décorés, élus, caïds, aghas, titulaires de la médaille du Travail, délégués de syndicats régulièrement constitués et détenteurs du certificat d'études). Le 7 février 1934, en effet, *L'Humanité* avait écrit que ce projet n'était qu'une tentative de corruption politique visant à diviser les indigènes. C'est ce que l'Etoile Nord-Africaine affirmera toujours. Mais comme la lutte pour l'aboutissement du projet Viollette, qui se heurte à la résistance des colons, durera plus de quatre ans (jusqu'à la guerre), les communistes ont le temps de changer leurs batteries et de mener campagne pour la démocratie. Ils finissent par devenir des partisans fanatiques dudit projet : « 10.000 auditeurs acclament le projet Viollette. Quelques provocateurs de l'Etoile Nord-Africaine sont expulsés de la salle. » (1) Finalement, *La Lutte Sociale* demande que des mesures de police soient prises contre les maires qui démissionnent pour protester contre ce projet (2).

Les « élus indigènes » sont évidemment pour l'octroi des droits politiques à l'« élite » définie par le projet Viollette. A. Kessous écrit le 3 octobre 1935 : « Une élite musulmane numériquement faible, mais appuyée par l'ensemble du pays, veut accéder à la dignité civique, parce qu'elle le mérite et *sait qu'elle y trouvera le moyen d'accomplir son devoir social*. La lui refuser, c'est risquer de la rejeter hors de la Nation et maintenir chez elle le découragement. C'est en

(1) « La Lutte Sociale », organe du Parti Communiste d'Algérie, 30 janvier 1937.

(2) *Ibid.*, 12-3-1938.

un mot porter atteinte à l'intérêt de la France. » (3)

La bassesse monstrueuse et la servilité de cette « élite » qui se prétend appuyée par l'ensemble du pays apparaissent ici : « Napoléon III, en octroyant aux indigènes la nationalité française, érigeait l'Algérie en province de l'Empire. Nous sommes les derniers à le regretter. La troisième République confirma tacitement cette décision par toutes sortes de mesures, dont celle de 1912 sur le recrutement indigène était la conclusion fatale. » (4)

Le Congrès musulman convoqué le 7 juin 1936 par les notables religieux, les Oulémas, marque une date importante dans l'histoire de l'Algérie. Il annonce l'apparition sur la scène politique de toutes les forces réformistes et francophiles, qui prétendent représenter par leur union le peuple algérien. Jusque-là, aucun mouvement politique algérien n'avait demandé de son propre gré le rattachement de l'Algérie à la France. C'est ce rassemblement informe et sans principes — hormis l'esprit de collaboration avec l'impérialisme — qui était le plus à même, grâce à sa démagogie et aux puissants moyens dont il disposait, de contrecarrer l'action que la petite organisation de l'Etoile Nord-Africaine devait mener en Algérie.

Lors de ce Congrès, les « communistes » poussent à la roue. Ali Ben Boukort écrit dans « La Lutte Sociale » du 8 août 1936 : « Que nous soyons communistes, socialistes, nationalistes, nationaux-réformistes ou sans parti, nous devons comprendre que nous appartenons à un même peuple et que nous avons des revendications communes. Il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir si un tel est communiste ou non, socialiste ou non, collaborationniste ou non. Il ne s'agit pas de dissertation sur telle ou telle doctrine. *Il s'agit pour nous tous de lutter pour l'abolition de l'odieux régime de l'Indigénat et de toutes les mesures d'exception desquelles nous souffrons ; il s'agit de lutter ensemble pour notre accès à tous les droits et à toutes les libertés démocratiques dont jouissent les citoyens français, mais avec la conservation de notre statut personnel.* »

Ce sont eux qui savent le mieux mettre à profit l'union du Congrès pour lui donner l'apparence de la représentation « nationale » : « Nous communistes algériens, nous ne permettrons à quiconque de dresser les militants contre les Elus, les Elus contre les Oulémas ou réciproquement. Et nous considérons comme un crime de vouloir détacher de cette union une partie du peuple. » (5)

Ferhat Abbas adopte les motions du Congrès (6), mais il a l'habileté de ne pas lier son sort à celui du Front Populaire.

(3) « L'Entente Franco-Musulmane », journal du Dr. Bendjelloul, Ferhat Abbas, 3-10-1935.

(4) *Ibid.*, 4-10-1935.

(5) « La Lutte Sociale », 8 août 1936.

(6) Voici la première motion issue du Congrès Musulman : « Le Congrès algérien musulman, réuni à Alger, le 7 juin 1936, estime que la seule politique musulmane possible en Algérie consiste dans l'octroi de tous les droits de cité aux Algériens musulmans, avec la conservation de leur statut personnel ; il opte pour la représentation parlementaire unique avec collège universel commun et maintien du statut ; il donne mandat et fait confiance aux élus indépendants et aux représentants qualifiés pour la réalisation de leurs revendications. » En outre, le Congrès Musulman exprime sa gratitude au Congrès socialiste qui s'était tenu vers la même époque à Paris, ainsi qu'à M. le Ministre Viollette pour faire aboutir les « réformes vitales que l'Algérie attend toujours ».

Il manque évidemment pour que l'union soit totale l'Etoile Nord-Africaine, dont le programme *nord-africain* (7) était incompatible avec celui du Congrès Musulman. Aussi les communistes exploitent-ils toutes les équivoques pour lier l'Etoile Nord-Africaine au Congrès et bénéficier de son radicalisme, tandis que l'absence de Messali au Congrès tranquillise les plus francophiles des participants. On voit l'utilisation que « La Lutte Sociale » (8 août 1936) peut faire en ce sens de la déclaration de Messali : « Mais je dois dire que si nous sommes d'accord avec l'ensemble des revendications immédiates du Congrès, il est deux points du Congrès, il est deux points de désaccord, deux revendications que nous ne pouvons approuver. C'est, d'une part, le rattachement à la France, et, d'autre part, la représentation des indigènes au Parlement. » Son nationalisme intransigeant lui vaut d'être porté en triomphe et applaudi par 10.000 Algériens au stade d'Alger, lors d'une tournée de propagande. Lâchée par le prolétariat international tombé sous la coupe de Moscou, l'Etoile Nord-Africaine ne peut échapper à de dangereuses oscillations, mais sa fermeté sur les points fondamentaux la ramène toujours à des positions révolutionnaires. C'est ainsi que, malgré l'interdiction de l'Administration, Messali Hadj se présente aux élections cantonales ouvertes aux indigènes à seule fin de se faire plébisciter : il est condamné et emprisonné.

Les condamnations pleuvent d'ailleurs sur l'Etoile Nord-Africaine : « infraction à la loi sur les associations », « reconstitution illégale d'association dissoute », « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste », « menées antifrançaises » et, naturellement, « atteinte à l'intégrité du territoire français ». (8) Les communistes lui reprochent une « campagne d'une violence inouïe contre le Front Populaire, la C.G.T., le Parti Communiste, le projet Blum-Viollette, le Congrès musulman, les Oulémas, etc. » (9)

A ce propos, au moment de la guerre d'Espagne, nous lisons dans *El Ouma*, « organe national de défense des intérêts des Musulmans algériens, tunisiens et marocains » : « Profitant de l'absence de Messali, une délégation de la Commission coloniale du Parti communiste, présidée par A. Ferrat, s'est présentée devant le Comité Central de la Glorieuse Etoile Nord-Africaine. Elle lui a présenté un programme de collaboration qui n'était ni plus ni moins que le « noyautage » du Comité central de l'Etoile et l'accaparement pur et simple d'*El Ouma*. Ferrat accompagné de Deloche, ont soulevé un tollé général au sein de notre comité. L'Etoile Nord-Africaine, qui lutte pour l'indépendance de l'Afrique du Nord, ne pouvait et ne voulait pas recevoir d'ordres de Ferrat ou de Deloche et manquer d'indépendance dans son organisation interne. Voilà

(7) Le programme de l'Etoile Nord-Africaine du 28-5-1933, qu'aucun mouvement ne revendique plus actuellement, s'apparente étroitement tant dans sa partie politique qu'économique et sociale à celui des « Revendications du Parti Communiste en Allemagne » du 1^{er} avril 1848 (cf. *Le Manifeste Communiste*, édit. 1953, trad. Molitor et Préface d'Engels aux « Révélation sur le Procès des communistes », éd. Costes). Nous avons tracé dans la première partie de l'article le programme de l'Etoile Nord-Africaine. Le lecteur peut s'y reporter.

(8) Cf. « El Ouma », n° 28 de décembre 1937.

(9) Cf. « La Lutte Sociale » sous la plume de Deloche, 20-11-1937 (reproduit dans « El Ouma », décembre 1937).

la raison de notre divorce avec les communistes. Divorce qui devait s'accroître à propos de la question d'Espagne. Le P. C. avait tâté le terrain pour savoir si l'Etoile Nord-Africaine pouvait le soutenir dans l'organisation d'une « Légion algérienne », cette légion devait aller combattre en Espagne auprès du gouvernement régulier. Il était entendu que des sommes très importantes devaient être mises à sa disposition et que le ministre des Affaires étrangères d'Espagne signerait un document reconnaissant l'indépendance du Maroc espagnol... une fois la victoire acquise. L'Etoile Nord-Africaine, respectant la non-intervention, s'est refusée poliment, mais nettement contre la « Légion algérienne », malgré toute sa sympathie pour la République à laquelle elle a manifesté sa solidarité agissante par la suite (souscription, etc.). Et effectivement, il n'y a jamais eu de « Légion Algérienne ». C'est là la véritable raison de la haine que nous voue le Parti communiste. Il a juré la perte de l'Etoile Nord-Africaine. Il a obtenu sa dissolution. »

Cet épisode illustre bien le caractère que donnaient les « communistes » à la lutte contre le fascisme. Si l'Etoile Nord-Africaine ne donna pas dans le panneau pour l'essentiel, elle tint sa partie dans le concert antifasciste, les souscriptions, les meetings de protestation : il lui était difficile de se séparer des partis ouvriers dégénérés de la métropole.

D'une façon tout aussi ambiguë, elle proteste, fraternellement, contre l'agression de l'Ethiopie, mais dans ce « nid de brigands » de la S.D.N., durant les quatre minutes que lui accordent les diplomates, elle met en cause tous les impérialismes, aussi bien « démocratiques » que fascistes.

L'extrait suivant d'*El Ouma* nous montre les méthodes d'agitation de l'organisation et ses efforts pour unifier le mouvement dans toute l'Afrique du Nord : « Devant ses juges, Messali a su dénoncer l'immonde complot. L'accusation elle-même, a été obligée de reconnaître que la main de l'Allemagne, l'œil de Moscou et le glaive de Mussolini sont complètement étrangers à un mouvement qui traduit avec tant de franchise et d'exactitude les aspirations de notre peuple...

« Lentement et discrètement, dans les douars les plus reculés, notre propagande saura dévoiler les atrocités d'une administration affolée. Malgré le retard de ce tract (imprimé à l'intérieur), nos militants doivent autour d'eux répandre notre doctrine. Ils doivent signaler au peuple un événement que nous considérons comme particulièrement important : le parti-frère, le Néo-Destour, vient de décider une *grève de solidarité* pour protester en faveur des martyrs algériens et marocains. C'est la première fois que semble se dessiner un plan d'action qu'il sera possible dans l'avenir d'unifier et de coordonner. Contre le Front impérialiste, constituons le Front unique de lutte entre Tunisiens, Algériens, Marocains. » (*El Ouma*, décembre 1937.)

Dans *L'Entente* du 16 septembre 1935, Ferhat Abbas écrivait cependant, à propos des travailleurs marocains en Algérie : « Nous demandons que les pouvoirs publics appliquent à leur sujet les règlements formels qui limitent l'emploi de la main-d'œuvre étrangère ».

Mais en France, on voit les 7.000 Algériens, Tunisiens et Marocains groupés par l'Etoile Nord-Africaine manifester à la queue des défilés des organisations ouvrières. L'Etoile Nord-Africaine s'accroche désespérément au prolétariat de la métropole (et, par ce biais, au prolétariat international) sans lequel elle ne peut parvenir au socialisme, et ne se résigne pas à adopter une solu-

tion bourgeoise.

C'est le Front Populaire qui porte le coup fatal à l'Etoile Nord-Africaine. Lorsque le gouvernement de droite de Laval, utilisant la loi contre les factieux, introduit l'action en dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, Messali en appelle à toutes les organisations du Front Populaire. Mais c'est le gouvernement du Front Populaire qui l'interdit, par le décret du 26 janvier 1937 (10). Quinze jours après la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, le « communiste » Deloche écrivait hypocritement dans *L'Humanité* du 12 février 1937 qu'il eut été « plus indiqué d'appliquer la loi de dissolution aux ligues fascistes », mais que l'attitude de « certains dirigeants » de l'Etoile « à l'égard du Front Populaire, du gouvernement et de notre parti » avait été inquiétante. Et de conclure effrontément qu'il fallait « étendre à l'Algérie les bienfaits du Front Populaire ». (Cité d'après *Voies Nouvelles*.)

Ainsi, comme le prolétariat français ne s'est pas ressaisi, les messalistes — et pourtant ils ne s'en feront pas faute — ne pourront-ils plus désormais parler de solidarité internationale du prolétariat et de socialisme, sans se payer de mots, et paraître — il faut bien le dire — pitoyables.

Le voile est dès lors déchiré : le Parti communiste condamne le nationalisme algérien et devient le défenseur de l'impérialisme français. *La Lutte Sociale* titre le 24 septembre 1938 : « Pour l'indépendance de la France et la sécurité de l'Algérie, il faut maintenir l'intégrité de la Tchécoslovaquie » ; le 9 décembre 1938 : « L'Afrique du Nord veut une politique vraiment française ». Cette politique vraiment française est évidemment celle de l'anti-fascisme. C'est Thorez qui le déclare et en tire lui-même la conclusion pour les peuples assujettis au joug colonial français : « Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est *dans leur union* avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie, le Maroc sous le joug de Mussolini et de Hitler » (11).

Dans toute l'Afrique du Nord, les communistes se font les gardiens vigilants de la cause française : « Les chefs néo-destouriens invoquent la non-réalisation des promesses faites par les gouvernants français depuis deux ans. Certes il est hors de doute qu'en Tunisie, comme dans tous les pays coloniaux, une profonde et légitime déception a fini par gagner le peuple et nous examinerons plus loin ce problème, qui est d'ailleurs la clef de la situation en Tunisie comme ailleurs. Mais cela ne justifie pas que le Néo-Destour et son programme se soient complètement modifiés en un an et demi au point de devenir, en avril 1938, l'admirateur du fascisme italien et l'ennemi acharné de la Démocratie française. La réalité, c'est que certains chefs néo-destouriens, comme d'autres chefs nationalistes en Afrique du Nord, ont commis la faute, l'erreur capitale, de penser qu'au fur et à mesure que s'aggravaient les difficultés extérieures

(10) Nous appelons toujours cette organisation « l'Etoile Nord-Africaine », bien qu'elle ait été dissoute à plusieurs reprises et contrainte à changer de nom (« La Glorieuse Etoile Nord-Africaine », « L'Union des Musulmans Nord-Africains » et en mars 1937 (Parti du Peuple Algérien)). En fait, ce fut constamment le même programme qu'elle revendiqua jusqu'à la crise, c'est-à-dire jusqu'au débarquement américain en Afrique du Nord (1942).

(11) « Œuvres », livre III, tome 14, p. 280.

de la Démocratie française, ils devaient augmenter l'importance de leurs revendications en allant jusqu'à chercher l'appui des nations fascistes que celles-ci s'empresseraient de leur accorder » (12).

Une revue de l'« opposition communiste » (c'est-à-dire, en réalité, du réformisme communiste), *Voies Nouvelles*, suggère que Thorez n'agissait pas pour le compte de l'impérialisme français, mais sur les directives de Moscou : « A la même époque, on s'inquiète en U.R.S.S. des intrigues mussoliniennes en Afrique du Nord et on dénonce les collusions de l'Etoile Nord-Africaine et du Néo-Destour avec l'Italie fasciste. Cf. par ex. S. Ignatov dans le *Journal de Moscou*, 26 avril 1938 ». On ne va pourtant pas encore jusqu'à dire que c'est la faute à Staline ! En réalité, nous pouvons montrer que cette attitude n'avait rien de nouveau de la part du P.C.F., puisqu'elle date, au contraire, comme on l'a vu, de longtemps. Et *Voies Nouvelles*, qui relate une polémique où la question est clairement posée, démontre sans le vouloir que la lutte contre le fascisme servait à Thorez à masquer la défense de l'impérialisme. En 1938, les dirigeants indigènes des P. C. syrien et libanais engagent une polémique contre l'attitude des dirigeants du P. C. français, qui, sous prétexte de lutter contre le fascisme, soutiennent le colonialisme de la métropole. Khâled Begdache prétend que, loin d'y faire obstacle, la lutte contre le fascisme favorise au contraire celle pour l'indépendance de la Syrie, du Liban et de l'Afrique du Nord. Effectivement, la France est amenée à signer le traité franco-syrien, ce qui fournit aux dirigeants du P.C.F. l'occasion de montrer une fois de plus qu'ils n'ont en vue que les intérêts de l'impérialisme français : « La ratification du traité franco-syrien est... le seul moyen pour conserver à la France les bénéfices sociaux, économiques et l'influence qu'elle a acquis dans ces pays. » (Déclaration de V. Barel et J. Grèsa, reproduite dans *Voies Nouvelles*, 1959, n° 9, p. 20.)

Dans un discours radiodiffusé, du 29 décembre 1937, Thorez proclame : « Nous répétons à nos camarades d'Algérie, à nos camarades tunisiens, à nos camarades de Syrie et du Liban, qui sont venus à cette tribune, nous répétons à tous nos frères de toutes les colonies qu'il faut que la France du Front Populaire fasse droit aux revendications, dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, afin d'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique. » (Reproduit dans *La Lutte Sociale* du 8 janvier 1938.)

Pour les « communistes » français, le nationalisme est désormais synonyme de fascisme quand il s'agit de l'Afrique du Nord. Le socialisme ne sert plus qu'à justifier l'abandon des positions d'antan sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seul le socialisme libèrera les Algériens : « Ce n'est que par une collaboration franco-algérienne confiante et fraternelle que l'Algérie pourra connaître le bien-être et la justice et aller dans la voie du socialisme libérateur. » (*La Lutte Sociale*, 15 janvier 1938.)

Ce n'est donc pas ici par la voie nationale, mais mieux, par la voie coloniale, que passe le socialisme.

(12) « La Lutte Sociale », 18-6-1938.

Il faut que l'impérialisme français soit aux abois pour que ses défenseurs étalent ainsi leur jeu. C'est que la guerre imminente va donner l'occasion à l'Algérie d'arracher son indépendance, ainsi que le prévoient les différents partis en présence, et principalement l'Etoile.

Il convient de faire ici un parallèle entre la situation de l'Algérie lors de la première et de la seconde guerre mondiale, afin de montrer le chemin parcouru. Peu avant le premier conflit mondial, l'affaire du Maroc, parachevant l'étrangement de l'Algérie, aboutissait au renforcement de la position française. C'est une des raisons pour lesquelles Rosa Luxembourg avait vivement attaqué la défaillance de la social-démocratie européenne dans l'affaire où le Maroc perdit son indépendance (1). Elle montrait que toute cette série de défaillances se termina par le triomphe complet de l'impérialisme dans la tuerie de la guerre de 1914. Après la guerre, les vainqueurs anglais et français dominèrent tout le bassin méditerranéen. Et la Turquie, dont le marxisme considérait l'existence comme vitale pour la cause révolutionnaire faillit même perdre son indépendance. L'Angleterre se sentit assez sûre d'elle-même pour prôner l'unité arabe avec la prétention de dominer à elle seule tout le Moyen Orient. L'Afrique du Nord étant une zone d'influence purement française, ce n'est qu'au Liban et en Syrie que pouvaient se produire des frictions entre les deux impérialismes. La situation du colonialisme était donc puissante au lendemain de la première guerre. Pourtant, en Algérie même, la crise s'était approfondie : le recrutement de la chair à canon avait provoqué dans l'intérieur une vive résistance, et le prestige français avait subi dans les tranchées un choc violent. La reprise de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale, après l'Octobre russe, avait enflammé la masse algérienne et l'avait gagnée à la cause révolutionnaire. Les quelques députés communistes qui tinrent des meetings en Algérie rencontrèrent un enthousiasme indescriptible. Un autre, communiste également, revint atterré d'Algérie, car, disait-il, ne sommes-nous pas en train de soulever les masses contre la France ? Ce mouvement révolutionnaire s'affaiblit évidemment avec les défaites subies en Europe centrale par le prolétariat révolutionnaire et la dégénérescence des partis communistes, français en particulier. La courageuse Etoile Nord-Africaine continua néanmoins la lutte envers et contre tout, comme nous l'avons vu. Ce ne sera qu'avec la guerre de 1939 que l'Algérie aura l'occasion, et la force, de passer à l'attaque, sans l'aide de mouvements révolutionnaires extérieurs. On voit qu'en dépit de l'inertie du mouvement prolétarien, la crise avait prodigieusement mûri entre les deux guerres.

La Guerre Impérialiste et la Crise en Algérie.

Dans son livre *L'Afrique du Nord en marche*, A. Julien écrit : « A la veille de la guerre, on estimait les membres du P.P.A. à environ 3.000, mais il

(13) Voir ses interventions dans le débat sur la question du Maroc au Congrès de Jéna de la social-démocratie allemande, les 11 et 14 septembre 1911 ; son tract sur le Maroc (pp. 375-403. in *Ausgewählte Reden und Schriften*, II, Rosa Luxembourg, Dietz, Berlin, 1955).

apparaissait qu'il était de beaucoup le parti le plus populaire, celui dont l'action traduisait le mieux les aspirations des masses indigènes. L'administration s'en rendit si bien compte qu'elle accrut ses rigueurs après la libération de Messali, le 27 août 1939, dont l'action risquait de compromettre la défense nationale : le P.P.A. fut dissous le 29 septembre. *El Ouma* interdite, Messali et des dizaines de ses partisans furent emprisonnés ou internés en même temps que les communistes. »

Le 10 avril 1941, Ferhat Abbas, de son côté, se fait la main : il adresse au maréchal Pétain un rapport lui demandant de prendre des mesures pour la reconstitution du paysan, le développement de l'enseignement et l'égalité des fonctionnaires musulmans. Le maréchal répond qu'il tiendra compte de ces suggestions. Lorsque les Américains débarquent le 8 novembre 1942, ils ne trouvent plus aucun gouvernement en Algérie, et il semble bien qu'un gouvernement nationaliste et décidé aurait pu s'imposer à ce moment-là. La Syrie où les Anglais ayant débarqué, les Français avaient été évincés, constituait un dangereux précédent. Les colons s'étaient compromis avec le pétainisme. Ce n'est que grâce à une magistrale manœuvre que les Français rétablissent la situation en leur faveur. Les gaullistes et les communistes emprisonnés en Algérie sont libérés et quittent leur lieu d'incarcération la Marseillaise aux lèbres. Messali, lui, subit un sort spécial : d'abord astreint à résider à Baghari, il est déporté en décembre 1943 dans le Sud algérien et transporté en janvier 1944 à Reibell. Après l'armistice, et alors qu'il était toujours en prison, Vichy avait sollicité sa collaboration. Ayant repoussé ces avances, il fut déferé le 17 mars 1941 devant le tribunal militaire d'Alger, qui le condamna à seize ans de travaux forcés. Le tribunal avait retenu contre lui, comme à l'accoutumée, les motifs politiques d'« atteinte à la souveraineté française et à l'intégrité du territoire ». Les dirigeants de l'Étoile libérés ne reconstituent pas leur organisation comme à l'accoutumée : ils s'efforcent cette fois de rallier toutes les tendances politiques et toutes les personnalités algériennes auxquelles est soumis le « Manifeste du peuple algérien ». Le résultat, dont il importe de tirer la leçon, fut que tandis que le parti gonflait démesurément (jusqu'à 600.000 adhérents !), l'organisation politique, instrument indispensable de la révolution, s'effrita. C'est la fin de l'Étoile Nord-Africaine.

C'est donc à Ferhat Abbas et à des personnalités qui avaient participé au Congrès Musulman qu'ont affaire les Alliés. Ferhat Abbas fait avec son *Manifeste* le tour de tous les représentants américains et français : chacun a le temps de souffler.

Ce Manifeste est un compromis et fait l'objet de tractations actives. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (c'est-à-dire suivant un point de vue wilsonien à la sauce Roosevelt), il réclame l'octroi à l'Algérie d'une *Constitution propre* garantissant la liberté et l'égalité absolues de tous les habitants ; la suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole ; la reconnaissance de la langue arabe ; la liberté de la presse, du culte et le droit d'association ; enfin « la participation immédiate et effective des Musulmans algériens au gouvernement de leur pays, ainsi que cela a été fait par le gouvernement de Sa Majesté britannique et le général Catroux en Syrie et par le gouvernement du maréchal Pétain et les Allemands en Tunisie. Ce gouvernement pourra seul réaliser, dans un climat d'unité morale parfaite, la participa-

tion du peuple algérien à la lutte commune ». Trois mois plus tard, le Manifeste reçoit un additif, qui constitue, sur le papier, à la fois un pas en avant et un pas en arrière. Le titre I déclare : « A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en *Etat Algérien*, doté d'une Constitution propre qui sera élaborée par une *Assemblée algérienne constituante* élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie ». On lit dans le préambule : « Le corps expéditionnaire organisé sous le commandement du général Giraud, en vue de participer, aux côtés des troupes anglo-américaines, à la libération de la France et des peuples opprimés est composé dans la proportion de 90 % de soldats musulmans. C'est donc en réalité l'Algérie musulmane qui supporte et supportera les plus grands sacrifices. Cette Algérie doit avoir la certitude que, en versant son sang aux côtés des Alliés pour la libération du monde, elle contribue pour le moins, et par là même, à sa propre libération ». Ceux qui signent cet additif sont évidemment ceux qui naguère réclamaient la nationalité française pour le sang versé en 1914. Mais l'additif revient en arrière sur un autre point, et constitue un avertissement pour les paysans pauvres et les expropriés : il ne réclame plus la suppression de la « féodalité », qui constituait une menace non seulement pour les gros colons et les gros propriétaires musulmans, mais aussi pour les fonctionnaires et les caïds musulmans, fidèles serviteurs des premiers.

De son côté, de Gaulle frappe un grand coup le 22 décembre 1943 : plus fort que Viollette, il décide à Constantine d'accorder la citoyenneté française à quelques dizaines de milliers d'Algériens musulmans, nonobstant leur statut personnel. Le nouveau statut accorde le droit de vote aux assemblées indigènes à environ 1.600.000 hommes et l'effectif des élus algériens dans les assemblées est porté aux 2/5 de l'effectif total (que ces « élus » se réjouissent donc !). C'est la répétition du coup de la guerre précédente où, pour compenser les sacrifices du peuple algérien dans la guerre impérialiste, on avait promulgué une réforme fixant à un tiers d'Algériens contre deux tiers de colons et de Français la composition des conseils municipaux. Pour les modérés, c'est la réalisation d'un rêve. Les communistes, eux, se contentent de surenchérir en demandant l'octroi aux indigènes de tous les droits politiques.

Les conséquences de l'échec du mouvement d'indépendance furent graves. Aidée des caïds, des marabouts et autres administrateurs, l'armée put recruter de la chair à canon indigène pour redorer le blason militaire français dans les campagnes d'Italie et du Rhin, alors que les communistes français participaient au gouvernement provisoire d'Alger, et tenaient les syndicats. L'antifascisme jetait le masque, et se révélait, à l'Est comme à l'Ouest, sous son vrai jour en participant à la guerre impérialiste.

Entrée des masses dans la lutte nationale.

Les masses, qui prennent au mot les leaders du Manifeste, se jettent dans la lutte pour l'indépendance dès la fin de la guerre. Ce sont les tragiques événements de Sétif. La propagande nationaliste avait été active, mais il manque un solide parti révolutionnaire. Au moment de la victoire de l'antifascisme, les musulmans vivent dans un état de misère et de famine épouvantables. Le 12 mai 1945, *L'Humanité* annonce les troubles survenus en Algérie, spécialement à Sétif, elle signale « le rôle de quelques éléments provocateurs au sein

de la population algérienne » : « La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration ». Rappelons que c'est l'époque où, en France, le Parti communiste est au pouvoir avec le M.R.P. et la S.F.I.O. et que ce gouvernement, grâce à la participation des communistes, est le plus apte à endiguer le mécontentement surgi après la guerre, à reconstruire l'unité et l'économie nationales, et à maintenir les colonies dans l'Union française, à un moment où l'Europe colonialiste est elle-même occupée par des forces étrangères en décadence. Les communistes lèvent le masque. *La Liberté*, organe du P.C.A. en Algérie, écrit le 17 mai 1945 au sujet des événements de Sétif : « Les instruments criminels, ce sont les chefs P.P.A., tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations qui se prétendent nationalistes, qui, lorsque la France était sous la domination fasciste, n'ont rien dit, ni rien fait et qui maintenant réclament « l'indépendance » au moment où la France se libère des forces fascistes et marche vers une démocratie plus large. Il faut tout de suite châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de trouble, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute ».

Et le Parti communiste de mobiliser toutes les organisations dont il dispose, dont la C.G.T., qui diffuse un tract où nous lisons : « La C.G.T. appelle les travailleurs musulmans et européens à déjouer les manœuvres criminelles du P.P.A., au service des ennemis du peuple. Travailleurs, restez unis au sein de la grande Confédération générale du Travail... Tous ensemble, nous irons vers le bien-être, dans la liberté ; nous ferons une Algérie amie de la France nouvelle, plus belle, plus démocratique, plus heureuse ». Le colonialisme étouffe la révolte dans le sang, le feu et la mitraille : il fait environ quarante mille victimes.

Il était fatal que cette crise, qui depuis la guerre n'avait fait que s'aggraver, aboutît à l'insurrection : elle éclata en 1954. La situation, politiquement confuse, n'avait pas été clarifiée. C'est au cours de la lutte que s'opposèrent messalistes et frontistes, sans que leur opposition prenne vraiment un caractère de classe (et il va de soi que l'impérialisme met à profit la surenchère qu'ils se font). Seule l'absence d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat, qui interdit à cette lutte toute issue internationale, explique cette confusion.

Comme ce ne sont, cependant, pas les hommes, mais les facteurs économiques et sociaux qui déterminent le cours des événements, la crise ouverte en Algérie est objectivement révolutionnaire. Non seulement pour l'Algérie, mais également pour la France, qui, incapable de la résoudre, doit en subir les conséquences. La gravité de ces conséquences apparaîtra, lorsque nous aurons vu ce que représente l'Algérie au point de vue économique aussi bien que social.

PAIX SOCIALE EN BELGIQUE

Le 30 mai dernier, vers 19 heures, M. Louis Major, secrétaire général de la Fédération Générale du Travail de Belgique et député « socialiste », après avoir signé en compagnie de ses compères des syndicats chrétiens et libéraux « l'accord social » mis au point de concert avec les dirigeants des organisations patronales, est retourné chez lui (pas à pied), l'âme en paix et la conscience sereine. Le citoyen Major ne pouvait s'empêcher de murmurer : « Les jours se suivent et ne se ressemblent pas » songeant que la veille, vêtu presque comme un ouvrier, il assistait, du haut des marches de la Bourse de Commerce — dont la façade était ornée des portraits des bonzes défunts de la social-démocratie belge — au défilé des délégations venues de tout le pays pour commémorer le soixante-quinzième anniversaire du parti ex-socialiste et que, dans peu de temps, il serait en compagnie de grands personnages et des dignitaires du Royaume. Mais ce soir, le camarade Major était l'invité du Roi au dîner, donné dans la grande salle du Trône, en l'honneur de sa Majesté la très gracieuse Reine des Pays-Bas. En fait de démocratie, on ne ferait pas mieux dans une république ; et quelle manière, toute royale, de manifester sa reconnaissance à l'égard de l'un des plus zélés larbins du Capital.

Car au moment où la bourgeoisie belge se trouve aux prises avec des problèmes épineux dont les moindres ne sont pas ceux que soulève l'indépendance prochaine du Congo, — qu'il lui a bien fallu accorder faute de tout perdre, — pour ne pas parler des multiples difficultés qu'elle rencontre dans son effort d'adaptation au Marché Commun, de la crise charbonnière, de la situation financière de l'État, — qui se détériore de plus en plus du fait de l'augmentation incessante de la dette publique, — M. Major a contribué à l'élaboration de cet « accord social » qui, espère-t-on, permettra au moins de maintenir la classe ouvrière dans la résignation et l'apathie.

Par 112 voix contre 14 et 6 abstentions, le Comité National de la F.G.T.B., jetant

par-dessus bord les résolutions du dernier Congrès, a accepté l'accord entre les patrons et les organisations syndicales. Elle n'étaient pourtant pas bien méchantes, ces résolutions puisqu'on se bornait à y réclamer des réformes de structure que la social-démocratie nous présente comme la voie spécifiquement belge d'arriver au socialisme (réjouis-toi Khrouchchev !); la lutte contre les holdings qui font fi de « l'intérêt général » et de « la prospérité du pays » ; la réforme de la fiscalité ; l'augmentation des retraites aux vieux travailleurs et des allocations de chômage ; l'instauration du salaire minimum garanti ; le paiement du double salaire pour la période des vacances (actuellement, ce régime n'est en vigueur que pour la moitié du congé) ; des mesures contre la hausse du coût de la vie, etc. Rien d'inquiétant, on le voit, pour le capitalisme. Dans bien des pays, tout cela a été réalisé, et d'autres choses de surcroît, sans que l'on en ait fait pour autant un pas de plus vers cette destruction de l'État bourgeois qui reste la première condition, aujourd'hui comme du temps de Marx, — n'en déplaise aux social-pacifistes de tout poil — de la libération du prolétariat.

Que reste-t-il de cet ensemble de revendications que nous venons de passer rapidement en revue ? Rien d'autre que la « reconnaissance » par les patrons de la « nécessité » d'améliorer le standard de vie des travailleurs ; en ce qui concerne le double salaire pour la période de congé, on y arrivera par étapes qui nous mèneront à... 1963 ; les allocations familiales seront augmentées... d'un demi pour cent... en janvier ; la question du salaire minimum est renvoyé aux commissions paritaires. Pour les travailleurs c'est tout, mais pour les capitalistes ! Ce n'est pas sans raison que le délégué de la Fédération des Industries belges a qualifié la conclusion de l'accord « d'événement historique ». Jugez plutôt : étant donné la situation difficile du pays, les organisations syndicales promettent leur collaboration en vue de l'accroissement de la productivité et de l'expansion économique et, comme première mesure en

ce sens, elles s'engagent vis-à-vis des patrons et de l'Etat à faire accepter la paix sociale jusqu'à la fin de 1962 par les 750.000 adhérents que groupe environ chacune d'elles.

Major souligne, il est vrai, dans son article de « Syndicats », du 21 mai (où il essaye, lui aussi, de faire passer comme un événement historique — en faveur de la classe ouvrière cette fois — la saleté qu'il vient de commettre) : « L'accord laisse aux différentes professions la liberté de résoudre les questions qui demeurent pendantes pour elles et de les régler, elles peuvent de même discuter autant qu'elles le veulent dans ce sens, dans les commissions paritaires. »

Victoire encore sans doute que cette nouvelle division introduite au sein de la classe ouvrière ? Mais gageons que cette maigre « liberté de résoudre les questions pendantes » aura la vie courte puisque déjà il est question de doter chaque secteur professionnel d'un accord social, modèle réduit. (Il est question, disons-nous, car M. Major, démocrate s'il en fut, a soigneusement caché, à ses acolytes du Comité National, le texte qu'il avait signé.)

Ceux qui font peine à voir, ce sont les forts en gueule de la prétendue Gauche soi-disant socialiste, eux qui s'étaient prosternés, une fois de plus, devant les caïds à l'occasion du Congrès de novembre de la F.C.T.B. qu'ils avaient salué comme un congrès de lutte.

Pourtant, de quoi se plaignent-ils ? Tout comme eux, Major et sa clique ont le souci de « l'intérêt général » et de la prospérité de « notre pays », mais ces derniers sont des individus conséquents, ils veulent s'assurer les moyens de leur politique réformiste. Ils entendent, par exemple, sauvegarder les intérêts que la Belgique capitaliste possède au Congo ; donc, affirmait Major au Congrès, « l'ordre doit être respecté ». De même Spinoy, au congrès de décembre du parti « socialiste », rétorquait aux démagogues, partisans d'une réduction du budget de la défense nationale : « La Belgique doit être défendue en cas de guerre. »

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces paroles, car nous ne pouvons que nous réjouir lorsque le social-chauvinisme, qui prétend soutenir et guider le prolétariat, dévoile sa hideuse face de traître, et nous souhaitons qu'en Belgique, qu'en France, qu'en Italie il le fasse d'une façon aussi peu équivoque qu'en Allemagne occidentale et qu'en Angleterre. Il faut choisir : ou pour la nation et les réformes de structure, ou pour le prolétariat et l'instauration de l'Etat ouvrier ; ou pour la paix capitaliste, ou pour le socialisme. L'un exclut l'autre.

L'histoire a toujours éliminé, et elle le fera encore, les éclectiques, les opportunistes, — quels que soient leurs succès passagers, — dont l'action revient, en fin de compte, à tenir sous l'emprise d'un parti passé à l'ennemi de classe ceux qui sans cela s'en sépareraient.

LES PROLETAIRES NOIRS A L'AVANT-GARDE

Les événements de l'Afrique du Sud dépassent le cadre d'un heurt localisé et vont bien au-delà des limites d'un conflit entre racistes enragés et « peuples de couleur » exaspérés.

Les sacristains des Nations Unies, qui feignent une vertueuse indignation et invoquent, en faveur des noirs, le respect des droits civiques et de la « dignité de la personne », essayent de réduire cette bataille aux dimensions d'une lutte entre principes moraux. Représentants du capitalisme le plus évolué, ils le proposent comme modèle au capitalisme « mesquin et arriéré ». Aucun des orateurs de la tribune new-yorkaise ne s'est indigné — il ne pouvait le faire — du traitement infligé au noir en

tant qu'ouvrier ; leur indignation ne s'est manifestée qu'en faveur de « l'homme », car « l'homme », dans la société bourgeoise, — Marx l'a démontré il y a un siècle — doit être libre (liberté, égalité, propriété et Bentham !) pour être mieux roulé.

La vérité au sujet du conflit sud-africain est proprement celle-ci : les protagonistes en sont non pas une multitude de « primitifs » errant avec arcs et flèches dans les déserts et les bois, non une masse de Bantous nus rappelant les premiers âges de « l'homme », mais des troupes de prolétaires surexploités, comme le furent, au temps de l'accumulation primitive, leurs frères européens et comme le sont, à l'époque de l'accumulation élargie, les ouvriers du monde entier. La bestiale persécution

des blancs contre les noirs, s'ajoutant à la lutte de classe, fait du drame sud-africain un drame historique et de la bataille héroïque des « hommes » maintenus dans les réserves un avertissement urgent à la classe ouvrière mondiale.

C'est sur les dix millions de noirs bantous, sur les treize cent mille métis, que se base la propriété fabuleuse de la classe dominante blanche de l'Afrique du Sud ; ce sont eux qui travaillent comme des bêtes de somme dans les mines de cuivre, d'or et de diamants, les usines modernes et les grandes exploitations agricoles, pour que la civilisation chrétienne des banquiers, des industriels et des propriétaires anglo-boers poursuive sa progression sans rencontrer d'embarras. Représentant 80 % de la population totale, ils ne reçoivent que 19 à 23 % (il s'agit d'une moyenne, et les moyennes sont trompeuses) d'un revenu national qui s'accroît chaque année de 4,8 % — rythme plus élevé que celui enregistré aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. On enferme ces fils de Satan dans les réserves pour ne pas qu'ils contaminent les fils de Dieu, mais tous les matins on les fait se mêler avec les blancs dans l'atmosphère purificatrice de la fabrique. On les tient sous clé pour être plus certain de les avoir toujours sous la main. Si jamais ils se croisaient les bras, on saurait où les trouver. Leur devoir est le suivant : gagner leur pain à la sueur de leur front ; et d'autres le consommeront. Ils ont été faits dans la dernière heure du septième jour de la Création pour servir, sans velléités d'indépendance ou envies de retour à la Nature, les intérêts souverains du Capital. Leur peau est noire, mais elle se rachète à peine arrivée sur le marché.

C'est pourquoi les autos blindées, les avions, les mitrailleuses furent nécessaires ; de ces bras, noirs comme la voûte de l'enfer, dépend la stabilité du pouvoir capitaliste (non seulement à Pretoria : les actions sud-africaines ont subi une chute à la bourse de Londres). Il n'y a ni pain, ni minerai de cuivre et de fer, ni machines modernes si ces bras s'arrêtent. Accordez-leur les droits civiques et ils travailleront davantage ! clame-t-on à l'O.N.U. Mais, dans les immenses espaces africains, qui contrôlerait les « libérés » ? Serait-on certain de les retrouver chaque matin dans les fabriques toutes neuves, dans les usines modèles, dans les puits du dernier style ? Non, messieurs, le passeport est nécessaire, et nous le leur ferons payer (il coûte une livre sterling : quatre jours

et demi de salaire) ; nous voulons les réserves, édition raffinée de la prison à ciel ouvert, et qu'ils en payent la location. Derrière les barbelés, ils seront surveillés par le policier, formés par le prêtre, approvisionnés par le marchand et le distillateur d'alcool. Pendant le jour, la galère de l'usine ; durant la nuit, la réserve. C'est pour leur bien.

(Récemment, les théoriciens de la « liberté » ont eu l'occasion de discuter à propos du libre mouvement de la force de travail dans l'aire du Marché Commun — quand il sera réalisé. Eh bien ! ces illustres Messieurs se sont grattés l'occiput : si nous instaurons la libre circulation des travailleurs, nous attirons les Algériens dans la maison... Mieux vaut une solide réserve en Afrique du Nord, pour notre bien et... pour le leur !)

Les blancs, c'est-à-dire les patrons, ont cloué au pilori les partis politiques des noirs, modérés — partisans de la résistance passive — comme les extrémistes. Ont-ils ainsi résolu le problème ? Le problème est social, donc il subsiste, même s'ils parquent les individus dans les galères. Les gouvernants sud-africains sentent que leurs temples dorés sont bâtis sur un volcan en éruption. Et dans leur désespoir, que font-ils ? sinon ce que feraient, dans les mêmes conditions, les gouvernants d'un quelconque pays capitaliste. Supposons que les prolétaires de Manchester, de Pittsburg et de Léningrad se mettent en mouvement, non comme un troupeau bêlant, mais comme une armée de noirs sud-africains, alors ce sera Pretoria peut-être qui se mettra à protester contre les mauvais traitements infligés... aux blancs !

Ce n'est pas un hasard si, à l'O.N.U. et ailleurs, on essaye de placer le conflit sud-africain sur le terrain de la polémique morale : il ne faut pas que les prolétaires, quelle que soit la couleur de leur peau, comprennent que là-bas — derrière le paravent d'un choc entre races, entre « hommes », il y a une lutte opposant le capital et le travail ; que là-bas les patrons n'ont pas encore appris à se déguiser en agneaux et que les travailleurs n'ont pas encore désappris à se servir, contre les vampires de quelque race qu'ils soient, de la force (la seule chose qu'on ne peut leur prendre parce que c'est cette force qui actionne la machine génératrice du profit).

Il ne faut pas que les prolétaires se rappellent la leçon de l'histoire : il n'y a de « liberté » que celle qui se conquiert par la violence.

SYNDICALISME DE CLASSE

ou SYNDICALISME SERVILE

Le 20 avril dernier s'est tenue une assemblée des délégués métallurgistes de la région parisienne dont les décisions, rapportées en particulier dans *l'Humanité*, seront pour nous l'occasion de démontrer à quel point la centrale soi-disant « communiste » s'est écartée de l'attitude révolutionnaire en matière syndicale, et à quel degré de servilité elle est tombée à l'égard du capitalisme et de l'Etat.

La garantie légale de salaire.

Se référant au budget-type établi par la commission supérieure des conventions collectives, un délégué a déclaré à la tribune que la C.G.T. évalue à 12 % la diminution du pouvoir d'achat subie par un métallo parisien père de deux enfants du fait de la hausse du coût de la vie. Pour parer à de telles dévaluations du salaire, une seule solution selon lui : obtenir une garantie légale assurant à chaque catégorie un salaire *suffisamment* élevé. Telle serait la revendication fondamentale.

Cette position est dépourvue de tout contenu réel et elle est en outre défaitiste du point de vue de classe.

La revendication est irréaliste parce que dans une société qui vit de l'exploitation des salariés ; dans une économie qui ne progresse que par à-coups et au travers de conflits de toutes sortes, il n'y a absolument rien qui puisse être définitivement garanti — ni prétendues « libertés », ni soi-disant « conquêtes », ni même des « salaires suffisants ». Rien qui puisse rester intangible pour le patronat, intangible même en cas de « récession », même quand, comme aujourd'hui l'empire colonial va s'effondrant, et que tarissent les profits qu'en tirait la bourgeoisie ; intangible, bien pis, même en cas de guerre !

La revendication est irréaliste, en second lieu, parce qu'elle appelle l'Etat à se comporter comme un arbitre impartial entre les classes, alors qu'il n'existe que pour défendre les intérêts du patronat. Car que signifie lui demander de garantir les salaires ? Exactement de s'engager à ne jamais permettre au patronat de faire payer aux travailleurs les frais des inévitables crises internes de l'économie ; c'est-à-dire à ne jamais faire ce pour quoi précisément il a été créé ! Quelle absurdité !

La revendication est défaitiste. Demander à l'Etat bourgeois de se faire le protecteur des salariés contre la bourgeoisie, c'est renoncer à l'attaquer comme puissance organisée du Capital, une puissance qui maintient sa domination par dessus les changements de gouvernement. En d'autres termes, c'est interdire aux ouvriers de prendre la voie d'une lutte politique de classe.

S'il y avait eu le moindre esprit révolutionnaire dans cette assemblée cégétiste, elle aurait accueilli sans douceur aucune l'idée absurde et défaitiste de demander au patronat organisé en Etat une « garantie » que le salaire resterait, en toutes circonstances, « suffisant ». Le délégué aurait été d'ailleurs sommé d'expliquer ce qu'il entendait au juste par « salaire suffisant », et il se serait trouvé des travailleurs pour protester contre l'introduction d'un pareil langage patronal dans le syndicat.

La servilité politique de la « garantie légale » ne s'explique en effet que par la servilité sociale du « salaire suffisant ». Suffisant pour qui ? et de quel point de vue ? Du point de vue des *besoins* des travailleurs ? Mais alors parler à ce propos des « différentes catégories » c'est suggérer de la façon la plus cyniquement bourgeoise qu'un manœuvre par exemple a des besoins bien inférieurs à un P3. Et un syndicat prolétarien tolérerait cela ? Si c'est le point de vue auquel se plaçait le délégué (qui s'est bien gardé de préciser !), il était purement démocratique. En effet, la loi capitaliste (la loi de la valeur) dit : « tu vaux tant, donc tu toucheras tant et pas plus », jamais : « tu as besoin de tant, donc tu recevras tant » (c'est pourquoi précisément les syndicalistes qui n'entendent en aucun cas la combattre insistent si fort sur les différences de catégories !). Ceci dans le meilleur des cas, encore, car en pratique le capitalisme dit plus souvent : « tu vaudrais bien tant, mais moi je ne peux pas te le donner, en raison des exigences de la défense nationale, ou bien de la reconstruction, ou du maintien de la présence française dans les colonies, ou bien de l'équipement et de la modernisation du pays, etc. ; on n'épuiserait jamais la liste, ce qui prouve que le Capital « introduit » continuellement « la politique dans les questions de salaires », si bien que la classe ouvrière ne pourrait mieux faire que de relever le gant, en lui opposant sa politique propre. Ceci précisé au passage. Et pour en revenir à l'essentiel, ou bien le « salaire suffisant » ne signifie rien du tout, ou bien il veut dire « juste rétribution des différentes catégories en fonction de la loi capitaliste de la valeur ». Nous, révolutionnaires, nous n'avons jamais nié que, dans certaines conditions, le capitalisme puisse payer la force de travail à sa valeur. En principe, cela est possible : 1°) dans une conjoncture économique et politique favorable ; 2°) sous condition d'une lutte unitaire, décidée, continue des travailleurs. Disons en passant que ce ne sont pas précisément les conditions actuelles, où le capitalisme français est en quête d'une « grandeur » à jamais perdue, et où on lui oppose des grèves catégorielles, sporadiques et tournantes qui prouvent plus d'attachement au maintien de l'ordre public qu'au « salaire suffisant » lui-même. Ce que nous, révolutionnaires, affirmons est que le « salaire suffisant » ou la « juste rétribution » n'est, ni ne saurait être, le but final des luttes ouvrières. Si la loi de la valeur subsiste — et dans ce cas, elle subsiste entièrement —, il y aura toujours d'un côté des esclaves dorés et stupidement satisfaits, et de l'autre, de pauvres diables humiliés et écrasés par la misère, la fatigue, l'ignorance. Si on se place du point de vue de l'ensemble de la classe, et non pas d'une catégorie plus ou moins privilégiée de travailleurs, c'est là une chose que, par principe, on ne peut pas admettre. Le « juste salaire » ne supprimerait d'ailleurs pas la condition prolétarienne, qui n'est pas misère généralisée à toutes les catégories, mais incertitude générale aux

intérêts aveugles de l'Entreprise, subordination de classe du Travail au Capital. Respectant la division de la classe ouvrière par le mécanisme de la loi de la valeur, puisque de toutes façons, les forces de travail ne sauraient valoir toutes la même chose, favorisant l'égoïsme et le conformisme des catégories supérieures et abandonnant les autres, la revendication du « salaire suffisant » ou de la juste rétribution » livre *toute la classe* pieds et poings liés à la domination du Capital.

A ce point, le bourgeois et l'ouvrier dont la mentalité ne dépasse pas la société bourgeoise protestent : « Vous ne voudriez tout de même pas que le manœuvre soit payé comme l'ingénieur ? » Que le syndicalisme contemporain fasse appel à une telle sagesse bourgeoise (ou à une telle résignation d'esclave) en demandant humblement un « salaire suffisant garanti » prouve clairement une chose : il ignore que le but de la classe ouvrière est précisément de détruire le type d'économie qui fait de la force de travail une marchandise, plus ou moins chère selon la qualification, mais une marchandise de toutes façons. En d'autres termes, il a banni le socialisme, il est un syndicalisme de conservation sociale, un syndicalisme anti-révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire ne consiste pas à réclamer un salaire suffisant aux besoins de tous, c'est-à-dire une égalité impossible en régime bourgeois. Il ne consiste pas davantage à opposer la révolution sociale aux revendications immédiates. Il consiste à ne rien dire, ni rien faire qui mette ces revendications immédiates en opposition avec les buts finaux et, ce qui revient d'ailleurs au même, qui flatte les intérêts et les illusions des couches les moins défavorisées du prolétariat au détriment de l'énorme masse de la main-d'œuvre bon marché.

Mais quand on demande à l'Etat, qu'il faudra abattre pour réaliser le socialisme, une « garantie de salaire » : quand on ose parler de « salaire suffisant » alors qu'il y aura toujours en capitalisme des catégories qui, même payées « selon leur qualification » ne pourront satisfaire leurs besoins vitaux parce que cette qualification est basse, on accomplit une œuvre d'abrutissement politique et de division des ouvriers qui ne peut que favoriser le Capital. Au reste, cela est-il pour étonner, après qu'on ait vu ces mêmes syndicats refuser de prendre aucune initiative revendicative durant la période des émeutes d'Alger afin de ne pas gêner l'action du gouvernement bourgeois et gaulliste ?

Il ne peut exister de syndicalisme révolutionnaire qu'à condition qu'il s'inspire à chaque moment des buts *socialistes* du prolétariat : c'est pourquoi le syndicat n'est pas révolutionnaire tant qu'il n'est pas animé par le *parti* de classe, puisque la lutte pour le socialisme est une lutte *politique*. Les autonomistes et apolitiques de tous poils rendent donc le plus grand service aux opportunistes de la C.G.T. en prétendant exclure la politique du syndicat, alors que l'exigence majeure pour l'évolution révolutionnaire des luttes est d'y introduire la politique prolétarienne. A leur petite échelle, ils contribuent donc, eux aussi, à l'immobilisation des mouvements spontanés et immédiats dans l'oïnière de la société bourgeoise et de la conservation de classe.

La réduction des heures de travail sans diminution de salaires.

Le deuxième point soulevé dans cette assemblée des métallurgistes confirme bien ce que nous venons d'énoncer, aussi bien pour le contenu que pour la forme de la revendication. A ce propos, *l'Humanité* écrit : « C'est une raison supplémentaire d'agir de la sorte en appréciant justement de changer la situation dans chaque usine, avec le souci, le cas échéant, de changer de forme de lutte pour une plus grande efficacité et pour conserver l'unité... Il faut donc mener une action particulière par des revendications journalières. » Des actions particulières pour obtenir la diminution générale des heures de travail, et d'ailleurs toutes les autres revendications que la C.G.T. se propose de poser. Voilà sa sagesse !

Peut-on véritablement être pour la diminution des heures de travail pour toutes les catégories — ne serait-ce que de la métallurgie — et préconiser des actions particulières et limitées ? Non ! Une telle revendication qui, si elle était satisfaite, arracherait au patronat toute la plus-value qu'il tire aujourd'hui de l'allongement de la semaine de travail, et une partie de la plus-value provenant du temps de travail ordinaire, exige une offensive générale, frontale de toute la classe. Au reste, il n'y a qu'à voir les accords signés par la Fédération des Métaux pour comprendre l'importance réelle que ce syndicalisme servile accorde à la diminution des heures de travail : la revendication de la diminution des heures supplémentaires y est rejetée en dernière place ! Qu'on ne s'étonne pas, là non plus.

En 1945, n'est-ce pas un ministre du travail *communiste* qui instaurait le système des heures supplémentaires majorées, avec l'approbation pleine et entière de la C.G.T. qui aurait dû inviter ses adhérents à les refuser, afin de ne pas favoriser la dégradation du paiement des heures normales ?

La vérité est que la C.G.T. actuelle, comme celle de 1945, n'entend pas créer de grosses difficultés au régime bourgeois en général, ni au président De Gaulle, en particulier. Monsieur Krouchtchev, que le parti communiste suit dans sa stratégie on ne peut moins de classe et révolutionnaire, n'a-t-il pas mis quelque espoir dans le Général pour détacher la France du bloc américain ou du moins pour neutraliser l'influence des U.S.A. ? En récompense, il a promis de ne pas s'ingérer dans les affaires de la France en Algérie. Travailleurs, à vous d'en faire les frais !

La revendication de la diminution de la journée de travail a donné lieu au XIX^e siècle à des luttes grandioses que ne sauraient recommencer, en cette seconde moitié du XX^e siècle, en dépit de tous les progrès techniques, un syndicalisme de servitude qui pendant plus d'une décennie a chanté l'augmentation de la productivité, et qui, au lieu de se préparer à la lutte révolutionnaire, suit en tous points un parti qui parle de paix en général, parce qu'il ne souhaite pas que la paix sociale soit troublée ! La preuve ? Qu'est-ce que ce syndicalisme-là a fait d'effectif contre la guerre coloniale d'Algérie ?

L'unité syndicale.

A l'assemblée, l'orateur déjà cité aborda en troisième lieu le problème

de l'unité syndicale. « Il est toujours décisif, a-t-il dit, et cette unité ne reconstruira pas de difficultés à la base, mais à l'échelon supérieur de la F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.C. Il y a beaucoup trop d'hésitation, voire même une certaine opposition à voir les masses s'engager directement dans l'action. Cependant, nous ne nous laisserons pas d'œuvrer et de tout faire pour que se réalise l'unité, le front commun des travailleurs de toute appartenance syndicale ».

L'unité avec la C.G.C. ? On se demande bien quel avantage le travailleur peut en attendre, à moins que ce ne soit la soumission à une politique d'exploitation plus grande. Cependant, indépendamment de ce fait, l'unité n'est pas un problème nouveau. Elle a déjà rendu bien des services à la bourgeoisie ! Chacun de nous sait que les syndicats actuels sont des syndicats de division et de collaboration. Seul, la C.G.T.U. malgré ses erreurs de tactiques représentait, il y a quarante ans de cela un syndicat de lutte de classe, les autres centrales n'étaient que des syndicats jaunes, même s'il subsistait dans leur sein des îlots de résistance à la politique de collaboration de classe de la direction.

Bien loin de la considérer comme une victoire, il faut comprendre l'unification de 1936 dans sa signification véritable qui fut de livrer *politiquement* le prolétariat pieds et poings liés à la bourgeoisie. Il s'agissait alors d'obtenir sa participation à l'orientation de l'économie vers la guerre et quelques années plus tard à la guerre elle-même. C'est ce que l'unification qui, dans le domaine politique, trouva son pendant dans la constitution du front populaire a permis au capitalisme de réussir. Si donc, par suite d'une poussée offensive, la classe ouvrière a retiré quelques avantages immédiats, tels qu'augmentations et congés payés, du mouvement de 1936, elle les a chèrement payés. En se rangeant dans le camp de la démocratie contre le fascisme, c'est son indépendance de classe elle-même qu'elle abandonnait ! Jamais les ouvriers révolutionnaires n'oublieront que c'est au nom de l'unité que cette trahison a été perpétrée. Jamais ils n'oublieront que, même sur le plan immédiat, les exigences de cette unité de faiblesse contraignaient Maurice Thorez à prononcer son fameux : « Il faut savoir terminer une grève » !

Il est très significatif de constater qu'aujourd'hui, ce sont les plus acharnés défenseurs de la démocratie qui sont devenus partisans de la politique personnelle et autoritaire de De Gaulle, par exemple.

Quant à la Russie des faux soviets, dépouillée du mensonge de son économie socialiste, qu'en reste-t-il ? un capitalisme pur et simple.

La division syndicale de 1947 étant, elle aussi, déterminée en fonction des impératifs bourgeois, la rupture de la C.G.T. à la politique gouvernementale devait également se faire au nom de l'indépendance nationale mais cette fois-ci ce n'était pas comme dans la période de 1940 à 1947 contre le boche exécré mais contre le bloc américain.

La F.O. et les syndicats dits libres ne voulant pas jouer le jeu de la politique moscovite, la rupture était inévitable. C'est de cette division syndi-

du prolétariat européen, jusque là détenteur des plus grandes traditions révolutionnaires, d'où qu'il vienne, il est le bienvenu. Car seul il peut ébranler le contrôle qui voudrait arrêter l'histoire à l'infâme époque capitaliste en immobilisant le monde sous la coupe des deux grands vainqueurs de la seconde guerre impérialiste.

La peur légitime suscitée par la menace de la révolution dans toutes les classes attachées à la domination du Capital sur le Travail et à la domination blanche sur les peuples de couleur est tenace, de même que, chez les ouvriers, l'espoir et la confiance. Pourtant, en quarante ans la politique extérieure soviétique a descendu absolument toutes les marches qui devaient la conduire au conservatisme actuel, en même temps que le régime économique et social intérieur prenait des caractéristiques de classe plus nettement bourgeoises et capitalistes. Un tel cours ne pouvait être renversé sur une simple « goujaterie diplomatique » de Monsieur K que les bourgeois ont hautement déplorée, sans que cela justifie le moins du monde les ouvriers qui y ont vu une vigueur prolétarienne et socialiste que par ailleurs tout dément. La politique du communisme renégat reste donc à la détente. Depuis l'accident de Paris, la presse soviétique a dirigé davantage de coups contre les « extrémistes qui prétendent que la propagande pour l'arrêt de la course aux armements, la paix et l'amitié entre les peuples constitue un écart des positions marxistes léninistes » que contre les lanceurs d'U2. Elle a donné la mesure de l'importance réelle du geste à effet de mai en dénonçant « ceux qui considèrent la plus petite aggravation de la situation mondiale comme une preuve du bien-fondé de leurs convictions sectaires ». Monsieur K a bien envisagé de rencontrer au sommet toute une série de successeurs de Monsieur Eisenhower, mais il a invité une nouvelle fois les communistes d'aujourd'hui et de demain à « ne pas prendre à la lettre les écrits de Lénine sur l'inévitabilité des guerres », qui correspondaient à des « conditions historiques tout à fait différentes ». Enfin la Fédération syndicale mondiale, réunie en 11^{me} session à Pékin a unanimement rejeté les positions des chinois, qui continuaient à répéter ingénument « qu'on ne doit pas parler de désarmement aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, sous peine de démoraliser les masses populaires ; que c'est une illusion de songer à consacrer aux pays sous-développés les fonds qui sont actuellement destinés aux armements et que les syndicats ne doivent pas tromper les travailleurs sur la possibilité d'améliorer leur sort aussi longtemps qu'on reste dans le cadre de l'impérialisme ».

Si la résistance chinoise, dont les bases matérielles sont claires, pouvait contribuer à freiner la liquidation de toute vision marxiste, nous nous en réjouissons. Le camp dont elle vient n'est cependant pas celui du prolétariat socialiste, et elle ne doit pas faire illusion : une telle position était encore admise dans la phase stalinienne ; or, la phase stalinienne a été un échelon capital dans la dégringolade au conservatisme actuel. La succession historique a été la suivante en prenant les noms pour de simples symboles : la Russie de Lénine proclame que pour commencer la transformation socialiste intérieure, il faut que le prolétariat des pays avancés abatte la domination bourgeoise ; le parti communiste soviétique fonde et dirige l'Internationale révolutionnaire. La Russie de Staline prétend se passer de la révolution

mondiale et réaliser par ses seules forces le socialisme ; elle édifie le capitalisme sous initiative ou contrôle de l'Etat totalitaire hérité de la révolution ; elle désarme idéologiquement l'Internationale, la désorganise et finalement la liquide. Mais en 1939, elle laisse subsister l'espoir qu'aux coups du Capitalisme, elle répondrait en tant que puissance, par des coups doubles. Le prolétariat européen participe à la guerre impérialiste avec la perspective d'une extension du socialisme par voie « napoléonienne » : l'avance et les conquêtes de l'Armée rouge, au lieu de la lutte révolutionnaire intérieure pour le pouvoir. La Gauche nie à la fois que la voie napoléonienne soit applicable à une révolution socialiste, que la Russie soit socialiste et que... Staline soit Napoléon. La période de 1945 à la mort de Staline lui donne entièrement raison. La Russie stalinienne d'après-guerre lance la consigne renégate d'un mouvement national de toutes les classes pour la défense des nations opprimées par l'impérialisme américain. Au cours de la guerre de 1914, Lénine avait admis la possibilité de tels mouvements au cas où le prolétariat resterait impuissant pour encore vingt ans à lutter pour le socialisme et il considérait cela comme un recul historique de plusieurs décades en arrière. Mais Lénine envisageait des mouvements réels, c'est-à-dire violents, et parlait même de « guerres nationales ». L'application de la directive renégate de Staline ne dépassa jamais au contraire le niveau d'une caricature parlementaire en Occident, et d'une caricature insurrectionnelle en Europe orientale. La seule véritable révolution qui se produisit dans cette phase est celle de la Chine qu'une légende tenace, mais dont l'histoire aura peut-être raison sous peu, attribue largement à l'intervention russe. C'est cette caricature impuissante de mouvements national-populaires ressuscités du siècle dernier avec la justification d'un assujettissement du monde à l'impérialisme auquel la Russie a amplement contribué dans les accords de Yalta et de Potsdam qu'on a appelé « guerre froide ». Déjà du temps de Staline, la coexistence pacifique des deux « systèmes opposés » qui se seraient affrontés dans la « guerre froide » succède à celle-ci. La Russie krouchtchevienne va passer progressivement de la coexistence pacifique à la détente, qui en est une version aggravée et qui prélude à l'aveu qu'il n'y a plus d'« opposition de systèmes ». Les seuls mouvements réels, insurrectionnels ou violents, correspondant au schéma stalinien se sont produits dans cette phase : en Hongrie, contre les successeurs et élèves de Staline ; et aujourd'hui au Japon contre un « ennemi » déjà réhabilité par la détente.

Que reste-t-il de la prétention de la Russie, qui par ailleurs retourne à un rythme accéléré aux formes classiques du capitalisme, ne disons même pas à diriger le mouvement prolétarien et socialiste international, mais même seulement à être la championne de tous les mouvements anti-impérialistes ? Hier, pas un seul parti communiste d'Europe, et à plus forte raison d'Américain, n'a lancé même un centième des forces représentées par les émeutiers japonais contre un gouvernement bourgeois et impérialiste. Bien pis, même le parti communiste d'Algérie, où le mouvement national révolutionnaire pouvait être considéré non comme « un recul de plusieurs décades », mais comme un chaînon nécessaire vers la révolution socialiste, ne l'a pas fait. Aujourd'hui, le mouvement anti-impérialiste japonais provoque seulement réticences et embarras. Demain ?

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COM-
POSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS
SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABO-
RATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS
RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A
L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI,
LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ?
PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT VIVRE QUE
DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COM-
MUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE
PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLU-
TIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE**
NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUG-
MENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE
TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.
LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA
L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

DIRECTEUR-GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
————— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —————

Sommaire du N° précédent :

(N° 11 - Avril - Juin 1960)

- Editorial. L'épilogue burlesque de l'antifascisme
- Paix sociale et guerre impérialiste
- Le communisme et les partis algériens
- Antagonismes dans les rapports de classe en Russie
- Les trois phases du capitalisme
- Notes d'actualité :
 - Laïcité
 - Auschwitz ou le grand alibi
 - Petite chronique de la grandeur française
 - Les pays sous-développés et le progrès
 - La crise de l'agriculture américaine

**Envoi franco des onze numéros parus jusqu'ici contre
paiement en mandat-poste de la somme de 22 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N°s :

- La question algérienne (Suite)
- L'évolution du capitalisme mondial
- L'Afrique en marche
- La succession historique des formes de production
- Le programme de la société communiste

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**